

Interviews et déclarations de presse de Rakovsky à la Conférence de Gênes



Christian Rakovsky à Gênes en 1922 (Photo: The Liberator)

Alors Président du Conseil des commissaires du peuple de la République soviétique d'Ukraine, Christian Rakovsky participa en tant que membre de la délégation soviétique à la «Conférence économique et financière internationale» de Gênes, qui s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Celle-ci rassembla les représentants d'une trentaine de nations dont, pour la première fois à une conférence internationale de haut niveau, une délégation soviétique ayant à sa tête [Georges Tchitchérine](#), Commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Gênes était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique et du système commercial et financier international mis à mal par la Première guerre mondiale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. La délégation soviétique repoussa ces prétentions, exigeant au contraire la reconnaissance officielle de la Russie révolutionnaire, l'octroi de crédits et proposa le désarmement général ainsi que l'annulation de toutes les dettes de guerre. En marge de cette conférence, elle signa avec Allemagne le fameux «Traité de Rapallo». En tant que porte-parole de la délégation des Soviets à ses conférences de presse quotidiennes, Rakovsky joua un rôle important et fut à plusieurs reprises interviewé par les principaux journaux de l'époque. Pour faciliter la lecture, nous avons homogénéisé sous sa forme la plus courante le nom de Rakovsky dans tous les articles. Traduction et notes MIA.

La Russie répond à M. Poincaré. Une interview de Rakovsky

L'Humanité, 9 avril 1922, p. 1.

Berlin, 5 avril [De notre correspondant particulier]). Nous avons voulu connaître l'opinion de la délégation russe sur la discussion de la Chambre française et au sujet de la déclaration de [M. Poincaré](#); nous avons été voir Rakovsky qui nous a déclaré ce qui suit :

Notre point de vue a été clairement exposé et vigoureusement défendu par [Cachin](#). Il se résume en peu de mots : Si la Russie a besoin du monde capitaliste, celui-ci de son côté ne peut pas se passer de la Russie. Un intérêt général commande le rétablissement des rapports normaux, mais ceci ne peut se faire qu'à une condition : réciprocité complète de traitement.

Ce n'est pas un point de vue russe, ce n'est pas un point de vue français qui doit compter, mais le point de vue du droit public, quand on veut traiter avec un État souverain.

En effet, il est évident que ce n'est pas vouloir s'entendre avec la Russie des Soviets si on part de l'idée préconçue que nous devrons commencer par reconnaître je ne sais quels torts, prononcer des mea culpa, et nous faire subir je ne sais quelle expiation.

La déclaration de Poincaré est une contradiction flagrante

Et la déclaration de M. Poincaré ?

J'ai lu le compte-rendu sténographique du discours de M. Poincaré avec la plus grande attention. Certes, on ne peut demander au président du Conseil du gouvernement français qu'il se fasse le défenseur de la Russie, socialiste, mais quand on est unilatéral comme l'a été M. Poincaré, on tombe dans des contradictions flagrantes.

Il y a en France un point de vue qui professe l'indifférence la plus complète pour la conférence de Gênes et pour le rétablissement des rapports avec la Russie. C'est l'opinion, du groupe de l'Écho National¹ qui espère toujours en la chute prochaine des Soviets et en la curée qui doit s'ensuivre. Ces messieurs en sont restés à la théorie du fil barbelé grâce auquel [M. Clemenceau](#) croyait nous étouffer avec l'aide des quatorze États alliés et associés dans une œuvre commune de destruction des Soviets.

Mais M. Poincaré ne paraît pas être de cette opinion. Il s'est déclaré et il se déclare partisan du commerce entre la France et la Russie quoique seulement à la fin de son discours, mais il déclare partager l'idée maîtresse de la conférence de Gênes que le rétablissement de la vie économique ne pourra se faire que par une collaboration de toutes les nations.

Mais, et c'est ici que j'arrive à la contradiction dont j'ai parlé plus haut, en même temps M. Poincaré veut nous tenir encore, je ne sais pour combien de temps, entourés d'un blocus diplomatique et politique. D'un côté, on nous demande de signer des obligations, des paiements, on nous demande de commencer le commerce, d'engager des affaires, d'accorder des concessions, mais, on nous conteste une condition élémentaire : l'égalité de traitement. On nous dit : Vous, vous serez un État à part, avec des droits diminués, frappé d'incapacité juridique. Mais quel est le commerçant, l'industriel qui ferait des affaires avec un État dont le statut international reste contesté ? Et quel est cet État qui, vivant dans l'incertitude et l'insécurité complète, risquerait d'ouvrir ses portes au capital étranger ?

¹ Journal réactionnaire (1922-1924) fondé par Georges Clemenceau.

Mais les différends matériels qui existent entre les Soviets et les autres États, est-ce que nous les oubliions ? Certes, nous ne les oublions pas. Ce que je demande, c'est qu'il soit démontré qu'avec la politique suivie depuis quatre ans et qu'on veut continuer encore dans l'avenir, on a facilité la solution de ces différends matériels.

Est-ce que le blocus, la guerre, les insurrections contre-révolutionnaires inspirées par l'Entente² n'ont pas fait autant de tort aux porteurs français de la dette russe qu'aux ouvriers et paysans russes ? Est-ce qu'on ne se rend pas encore compte que cette politique fut une grosse erreur et qu'au fond la question de la dette, et surtout celle due aux petits rentiers français, n'a été exploitée que dans un but de politique impérialiste, dans un but de légitimisme capitaliste ?

La question des dédommages

Une seconde contradiction : M. Poincaré soulève la question des dédommages, mais de nos dommages à nous, il n'en parle pas. On fait de belles phrases sur la nation russe. Naguère encore, M. Sarraut³ à Washington adressait un hommage ému aux deux millions et demi de Russes qui sont tombés pour défendre la cause des alliés et surtout pour assurer, au début encore de la guerre, la victoire de la Marne. C'est vrai, on a cherché toujours à nous séparer, nous les communistes, du peuple russe. Pour celui-ci, toutes les sympathies et pour nous toute la haine.

Je ne me donnerai pas la peine de réfuter ce sophisme. Mais ce que je tiens à souligner, c'est qu'il s'agira, à Gênes, non pas des bolcheviks, mais du peuple russe. Et alors, je demande qui est-ce qui a supporté le plus grand poids de la guerre ? Je sais parfaitement ce que la guerre a coûté au peuple français, mais il faut qu'on sache ce qu'elle a coûté au peuple russe, et quand je parle de la guerre, j'ai en vue aussi la guerre civile, voulue et imposée par l'Entente.

Ce que la guerre a fait de la Russie

En Russie, les dévastations n'embrassent pas quelques départements seulement, mais c'est tout son territoire – excepté une dizaine de gubernias du centre qui ont été épargnées par l'occupation étrangère, ou de celles des généraux russes – qui a été dévasté et pillé. Des villes entières [on été rasées, les] massacres ont anéanti les biens et les personnes. La moitié et plus même de notre Trésor d'or a été emportée à l'étranger ; des marchandises pour des milliards de roubles d'or ont été emportées et pillées à Vladivostok, Arkhangelsk, Odessa, Sébastopol ; notre flotte de guerre et de commerce a été remorquée et emmenée par les flottes alliées ; nos arsenaux, comme celui de Sébastopol, vidés par les mêmes alliés ; notre commerce, notre agriculture et notre industrie complètement ruinés, sans parler de la famine et des épidémies fauchant des millions de paysans et ouvriers russes et sans parler des immenses territoires qui ont eu leurs biens séparés de la Russie. Notre agriculture ? Il suffit de vous donner deux chiffres : l'étendue des terres labourées avait diminué en 1920 de 25 %, celle de la production de 50 %, maintenant c'est pire encore.

2 Bloc de puissances impérialistes (Angleterre, France et Russie) qui s'est définitivement formé en 1907 à la suite de « l'Entente cordiale » entre la France et l'Angleterre de 1904. Ce bloc s'était constitué en opposition aux puissances impérialistes de la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie). Pendant la Première guerre mondiale (1914-1918), l'Italie quitta la Triple Alliance pour se déclarer neutre d'abord, et pour rejoindre ensuite le camp de l'Entente, ainsi que le Japon et les États-Unis. L'Entente fut la principale instigatrice de l'intervention militaire contre la Révolution russe.

3 Sarraut, Albert (1872-1962), homme d'État radical-socialiste. Gouverneur-Général de l'Indochine et Ministre des Colonies dans les années 1920. Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur dans les années 1930. Vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en juillet 1940.

Mais c'est la faute de la Révolution ! D'abord, il serait un peu étrange d'entendre des Français, dont toutes les places possèdent des monuments élevés en l'honneur de la Révolution, faire au peuple russe le reproche d'avoir fait la sienne. Ensuite, s'il faut chercher les responsabilités individuelles, ne doit-on pas mettre sur la sellette d'autres personnages qui certes, ne savaient pas bien ce qu'elles faisaient ? Rien qu'en lisant les souvenirs de M. Paléologue⁴, on voit bien comment la diplomatie ententiste à Pétrrogard préparait sciemment avec l'opposition russe la révolution.

L'opinion publique en Russie

Pendant le Congrès de Versailles [1919], on a invoqué souvent parmi les alliés, comme un argument suprême, l'opinion publique. S'imagine-t-on par hasard qu'en Russie il n'y a pas d'opinion publique, ou peut-être considère-t-on comme telle celle de l'émigration réfugiée à Paris – j'ai failli dire à Coblenze – sans aucune attache avec les masses ?

Mais si la France vaincue à Waterloo et agenouillée sous la dynastie des Bourbons réintégrés en France dans des fourgons cosaques, s'est refusée pendant neuf ans à donner un seul liard aux émigrés qui demandaient des dédommagements, comment peut-on s'imaginer qu'un pays qui a résisté victorieusement à tous les assauts contre-révolutionnaires, permette qu'on ne tienne pas compte de son opinion publique ? Les partis bourgeois de France ont répété qu'ils n'oublient pas les sacrifices du peuple russe, qu'ils lui en ont gardé une reconnaissance ; c'est à Gênes de donner la preuve de ce beau sentiment.

Rakovsky expose les besoins soviétiques

New York Times, 10 avril 1922, p. 2.

Dépêche spéciale de l'Associated Press. Gênes, 9 avril – Christian Rakovsky, membre de la délégation soviétique à la Conférence de Gênes, a exposé aujourd'hui la position de son gouvernement. Il déclare que la Russie est prête à reconnaître ses dettes d'avant-guerre à condition que les Alliés reconnaissent officiellement le gouvernement soviétique et lui accordent des crédits.

« *La Russie est disposée à payer*, affirme M. Rakovsky, *mais elle doit d'abord être mise en mesure de le faire. L'octroi de crédits est indispensable à la restauration de notre appareil économique. Sans cela, une reconnaissance politique resterait vaine.* »

Le délégué précise que Moscou exclut toute discussion sur le paiement des dettes de guerre ou la restitution des propriétés nationalisées. Le gouvernement soviétique consentirait à accorder des concessions aux capitaux étrangers, mais uniquement si celles-ci présentent un intérêt économique direct pour la Russie.

« *Les Alliés doivent choisir : soit ils aident notre reconstruction, soit ils persistent dans le blocus et l'hostilité – ce qui signifierait la ruine définitive de la Russie et des pertes milliardaires pour leurs propres investisseurs.* »

M. Rakovsky s'est dit convaincu que la Conférence de Gênes aboutira. Sa délégation abordera toutes les questions dans un esprit de conciliation.

⁴ Paléologue, Maurice (1859-1944), diplomate et historien français. Ambassadeur en Bulgarie (1907-1912) puis en Russie (1914-1917). Auteur de *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, Paris, Librairie Plon, (1921).

Les doléances de la délégation soviétique

L'Information financière, économique et politique, 11 avril 1922.

Gênes 9 avril - M. Rakovsky, représentant de l'Ukraine soviétique, a déclaré au correspondant de l'agence télégraphique Europe-Asie que la délégation russe était fort mécontente de sa résidence. Les délégués russes, a dit M. Rakovsky, se sentent très isolés, le trajet de Santa Margherita à Gênes durant près de une heure et demie ; les trains spéciaux qui ont été promis ne fonctionnent pas encore, de sorte qu'une demi-journée est nécessaire pour aller à Gênes et en revenir. On n'a pas mis d'automobiles à la disposition de la délégation.

Rakovsky assure que ses compagnons auraient préféré être dans un hôtel moins luxueux, mais plus proche du lieu de la Conférence.

Litvinoff a ajouté que la garde placée pour protéger la délégation sort, en réalité, plutôt à l'espionner. Lorsqu'ils vont faire des achats, les membres de la délégation sont suivis par des détectives qui ne seraient d'aucun secours en cas d'attentat. mais qui, par contre, se renseignent très exactement sur les moindres achats faits par les délégués.

Vorovskv, qui remplit les fonctions de secrétaire général, trouve les dépenses imposées à la délégation très onéreuses, la délégation russe n'étant pas l'hôte du gouvernement italien au même titre que la France et l'Angleterre et devant payer des frais d'hôtel très élevés.

Chez les bolchevistes à Gênes: Déclarations de Rakovsky

Le Temps, 11 et 14 avril 1922, pp. 1-2.

Gênes, 9 avril. M. Rakovsky, président du Soviet des commissaires du peuple de l'Ukraine et membre de la délégation russe à la conférence, m'a reçu dans le somptueux hôtel occupé par la délégation bolcheviste à Rapallo et a bien voulu consacrer à l'envoyé spécial du « Temps » presque tout son après-midi. Ses déclarations, que nous reproduisons à titre de document, en nous réservant de les commenter comme il convient, furent précédées d'un long examen de la situation économique. [Henry Rollin]

Il faut faire, m'a-t-il dit, à propos des questions des dettes et des intérêts privés une distinction absolue entre les anciens contrats, les anciennes obligations, et les propositions que nous offrons aujourd'hui. Nous ne sommes pour rien dans les premiers, tandis que les nouveaux engagements porteront notre signature.

Les questions financières du passé sont d'ailleurs liées aux questions politiques présentes, fort complexes, et nous considérons que la reconnaissance *de jure* nous donnera l'autorité et le sentiment de toute notre responsabilité qui sont nécessaires pour régler ces questions.

Si on nous avait reconnus au lendemain de notre victoire d'octobre 1917, depuis longtemps les différends qui existent entre nous et le reste du monde auraient été résolus et les immenses richesses détruites par la guerre étrangère et la guerre civile eussent été conservées au peuple russe.

Croyez-vous d'ailleurs que ce soit nous qui ayons fait seuls la révolution ? Sans aller plus loin, je vous renvoie aux souvenirs de M. Paléologue. On y voit comment la diplomatie de l'Entente elle-même a été amenée, par la logique des faits, à donner un petit coup d'épaule aux événements qui devaient survenir.

On se rendait compte qu'avec les Stürmer⁵ et les Raspoutine on allait à la débâcle ; à la paix séparée ; mais, en déclenchant les événements actuels, la diplomatie de l'Entente ne prévoyait pas jusqu'où la révolution devait aller par la force des choses dans un pays comme la Russie.

Aujourd'hui, la Russie fait un grand, effort pour réparer ses ruines. Elle fait appel au concours intéressé des capitalistes étrangers. Nous nous rendons bien compte que les capitalistes ne viendront pas pour nos beaux yeux mais pour gagner de l'argent et si nous les trompons une fois, ils ne reviendront plus.

Toutefois, nous ne voulons pas que les concessions puissent porter atteinte à notre souveraineté et créer une hypothèque politique. Trop souvent, jusqu'ici, la politique des concessions a conduit à la division en zones d'influence et plus tard à la conquête.

Dans le même ordre d'idées, à propos des voies essentielles d'accès à l'Ukraine que sont le Danube et les Détroits, nous demanderons qu'on tienne compte de l'intérêt immédiat et direct que présente leur régime pour les riverains de la mer Noire.

Nicolas Ier disait que les Détroits étaient la continuation de nos grands fleuves méridionaux. Mais, en adoptant cette conception, nous répéterions les procédés tsaristes qui visaient à mettre par la force la clef du Bosphore entre les mains de la Russie.

Nous préférons une solution basée sur l'indépendance de la Turquie, sa souveraineté complète sur son territoire, tout en ouvrant à tous les Détroits au moyen d'une réglementation internationale reconnaissant la situation spéciale des riverains de la mer Noire, privés de tout autre accès vers la mer libre et pour qui la question de Constantinople est capitale.

Comment la Russie compte-t-elle rétablir sa situation économique ?

En ce qui concerne l'agriculture, affirme M. Rakovsky, la Russie pourrait théoriquement se tirer d'affaire par ses propres moyens. Mais toutes les victimes de la famine ne pourraient pas être secourues. Si on ne vient pas à son aide, il faut savoir qu'on condamne à mourir de faim des quantités de personnes. La mort n'est pas tout. Il faut tenir compte de ce que, dans ces populations mal nourries, la misère engendre la maladie. La fièvre typhoïde, le typhus, la peste font de nombreuses victimes en Russie. Les maladies épidémiques se propagent malgré les frontières. Celles qui dévasteront la Russie s'étendront à toute l'Europe.

Et puis, il faudra bien, tôt ou tard, se résoudre à sauver la Russie ; mieux vaut le faire le plus tôt possible. Les Russes ont besoin de la dure école de la famine pour apporter des améliorations à leur agriculture. Ainsi, sous Catherine II, il a fallu une famine épouvantable dans le nord de la Russie pour y introduire la culture de la pomme de terre. Pour en répandre l'usage dans la Russie du centre, il fallut une deuxième famine, en 1838. Les paysans en Russie sont toujours entièrement opposés à toute innovation. Jamais ils n'ont manifesté une pareille opposition aux mesures d'amélioration qu'aujourd'hui. (*)

Et pourtant, déclare M. Rakovsky, nous faisons tout notre possible pour améliorer leur situation. Depuis le début de l'année, nous avons dépensé plus de 50.000.000 francs en or pour leur donner de bonnes semences, que nous avons achetées tant en Tchécoslovaquie qu'en Amérique et en France.

Nous triompherons de ces difficultés, car nous y apporterons toute notre ténacité. Dans tous les comptes rendus des Soviets, vous pouvez juger vous-même que nous nous préoccupons surtout des conditions de la vie économique. Pour ma part, je prêche sans cesse l'extension de la culture du maïs.

⁵ Stürmer, Boris Vladimirovitch (1848-1917), homme d'État tsariste. Ministre de l'Intérieur, ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil en 1916.

L'industrie, qui reste soumise à la gestion de l'État, a été entièrement commercialisée et doit se suffire à elle-même.

Nous avons renoncé, dit-il, à notre expérience de tout socialiser en une seule fois, comme lors de notre prise du pouvoir. En ce qui concerne la situation fiduciaire, le comité central exécutif porte toute son attention à ne pas laisser augmenter le chiffre des dépenses. Il y veille avec la plus grande vigilance. Il a déjà supprimé beaucoup de dépenses ; il a licencié une grande partie de son personnel.

L'avilissement du papier offre des facilités pour le rétablissement de la situation monétaire russe. Dès que nous aurons une somme à nous, nous prendrons une monnaie basée sur l'étalon d'or, et vous verrez comme tout se rétablira vite. Notre budget en roubles or est le plus faible d'Europe, les salaires de nos ouvriers les plus modiques du monde.

La Russie va vers la petite propriété paysanne. Nous nous rendons compte que l'impôt en nature, qui est encore nécessaire, gêne notre essor économique. Nous le supprimerons dès que nous pourrons. Mais cela ne veut pas dire possession à titre définitif. On ne peut admettre que la terre donnée à bail renouvelable de 9 ans, afin que les nouveaux venus dans les communes puissent recevoir de la terre [?]. J'estime que cette période est suffisante pour que le locataire apporte à sa propriété toutes les améliorations nécessaires. Le petit propriétaire peut louer sa terre, mais uniquement à d'autres paysans, afin, d'éviter l'accaparement.

J'ai posé, en dernier lieu, la question de la réduction de l'armée rouge. M. Rakovsky dit que : son effectif est déjà fortement diminué. Elle est passée de 6 millions en 1920 à 1.250.000 en 1922. Elle est prête à aller plus loin, si ses voisins en font autant.

M. Rakovsky appelle mon attention sur le Japon, qui est encore établi en territoire russe.

(*) Quelques jours plus tard, Rakovsky publia dans « *l'Humanité* » du 23 avril ce démenti concernant ses propos reproduits dans « *le Temps* » : « *Le Temps, dans une interview publiée sur la situation, agricole en Russie, m'attribue la pensée que jamais les paysans n'ont été aussi, conservateurs, aussi contraires aux innovations agronomiques qu'aujourd'hui. C'est justement le contraire de mes déclarations. La meilleure preuve est que, dans un article, je donne l'exemple de l'accueil chaleureux que les masses paysannes font de la propagande en faveur des nouveaux moyens de culture.* »

Une déclaration de Rakovsky

L'Humanité, 12 avril 1922, p. 3.

Voici maintenant la déclaration qui nous a été faite par Rakovsky au nom de la délégation russe sur la séance [*d'ouverture de la Conférence*] d'hier :

« Nous constatons que jusqu'à présent, la Conférence nous est favorable. Hier s'est manifesté dans tous les discours un tel désir d'aboutir des résultats pratiques, que l'échec de la Conférence aurait eu un effet désastreux pour les États qui l'ont convoquée. Évidemment les intrigues contre le succès de la Conférence peuvent continuer, et il est prématurné de faire déjà un pronostic sur l'issue des délibérations.

Nous avons, souligné dans notre déclaration, notre point de vue communiste, en ce qui concerne deux faits. Le premier, c'est que les origines de la guerre et par conséquent la paix véritable sont, intimement liées au monde de production du régime capitaliste. On peut créer une détente et faciliter les rapports entre pays, mais éviter définitivement les conflits actuellement, c'est une utopie. Le deuxième point souligné est l'attitude analogue de la crise économique que traversent tous les pays. Elle est inhérente à la

société capitaliste, mais elle peut avoir pour la classe ouvrière un caractère plus ou moins aigu. L'acuité de cette crise peut être diminuée, et c'est ici précisément que la participation de la Russie au relèvement économique mondial doit avoir pour conséquences en même temps que le relèvement de l'industrie, l'augmentation des salaires de la classe ouvrière. »

L'exposé de Rakovsky

L'Humanité, 14 avril 1922, p. 1.

Gênes, 13 avril. (De notre envoyé, spécial, par dépêche.) Je vous transmets exactement l'important compte rendu de la séance d'hier de la sous-commission financière, que les agences ou la presse communiqueront de manière tendancieuse. Ai-je besoin d'ajouter que « *l'Humanité* », renseignée de première source, ne craint pas, pour ses informations, un démenti quelconque !

Il s'agissait donc de parvenir à un accord sur les divers problèmes, entre autres sur la stabilisation financière des États européens, et la fixation de la valeur de l'or comme unité monétaire. Après la suggestion du délégué anglais Horne de convoquer une Conférence internationale des banques d'émission, avec la participation américaine, notre ami Rakovsky prononça un remarquable discours, parfaitement documenté, posant nettement la question du désarmement universel.

Auparavant les Allemands avaient fait une demande importante, voulant que dans l'examen de la situation financière fussent discutées les dépenses auxquelles était obligé chaque État.

Après quoi, Rakovsky prit la parole, faisant observer que la délégation russe n'avait malheureusement pas le temps de connaître les matériaux accumulés sur la question financière.

« *Sur les idées substantielles du mémorandum de Londres, nous sommes d'accord, dit-il, mais, sans une limitation d'émissions, sans économies plus sérieuses, la stabilisation monétaire est impossible.* » Puis il montra l'œuvre des Soviets. Depuis un an, la Russie jouit d'une paix relative. Elle est entrée dans la voie indiquée. Les émissions couvrent un septième du budget total des dépenses. Quant aux économies, Moscou a réduit le personnel de quarante pour cent.

« *Mais nous sommes persuadés, dit Rakovsky, qu'il est inutile de causer d'économies sans opérer un désarmement général et progressif. La question n'est pas au programme de la conférence, mais il faudra forcément y revenir. Nous avons eu, en 1920, sous les armes, cinq millions trois cent soixante mille soldats. Le 1er janvier 1921, l'armée rouge était réduite à un million cinq cent soixante mille. Elle pesait tout de même de vingt-quatre pour cent sur le budget total. Il est donc nécessaire de réaliser le désarmement sous toutes ses formes.* »

Parlant ensuite de l'étalon d'or, Rakovsky a fait remarquer la pléthore d'or de certains pays, et la pénurie extrême, des autres. On ne peut pas, conséquemment, parler de la stabilisation monétaire, si la répartition n'est pas admise avec des garanties pour les États ayant des stocks d'or.

La délégation russe s'est réservée le droit de proposer, à la prochaine séance, le projet énoncé par Rakovsky. La sous-commission a accepté.

Questions d'argent

*The Chicago Tribune and the Daily News, New York, 14 avril 1922, p. 1,
Le Populaire, 14 avril 1922, p. 3
L'Humanité, 15 avril 1922, p. 1.*

Gênes, 13 avril. M. Rakovsky, l'un des cinq principaux délégués de Russie, a fait aujourd'hui exactement ce qu'il avait dit qu'il ferait. Il a présenté la question du désarmement comme étant de première importance dans toutes les discussions générales à Gênes. Cela a amené la Russie à entrer en conflit avec la Grande-Bretagne, de la même manière que M. Tchitchérine était entré en conflit avec la France lors de la première session historique.

M. Rakovsky constate que, sur les questions principales, le rapport des experts de Londres correspond aux vues du gouvernement des Soviets, notamment en ce qui concerne la nécessité d'enrayer l'émission du papier-monnaie.

« On ignore d'ailleurs, a ajouté M. Rakovsky, que les Soviets ont fait déjà des efforts considérables pour rétablir l'équilibre de leurs finances. À l'heure actuelle, le déficit du budget des Soviets est comblé, à un septième près. Le personnel d'État a été réduit de 40 %. »

Il a ajouté que « *les finances russes ont été détruites par la guerre prolongée. Le 1er janvier 1920, les Soviets avaient 5.360.000 soldats sous les armes. Au 1er janvier 1922, on n'en comptait plus que 1.450.000, dont un quart aux frontières. Les dépenses ont été réduites de ce fait de 24 %. M. Rakovsky en déduit qu'aucune amélioration n'est possible dans les finances du monde « sans un désarmement successif. »* »

« Ma première proposition, a dit Rakovsky à la commission des finances, concerne le désarmement, parce que, en matière de reconstruction financière, le désarmement est actuellement d'un intérêt primordial. »

Il déposa la proposition suivante « *La Commission financière proteste contre la folie qui pousse les nations à payer le luxe de dépenses militaires accablantes alors que la production universelle est trois fois moindre qu'avant la guerre. »*

Le président Horne pria Rakovsky de retirer sa proposition conformément à l'accord de Cannes.⁶

Rakovsky déclara que si l'on « *chassait le désarmement par la porte, il reviendrait par la fenêtre* » et que nul budget, nulle part, n'était possible, ni nul rétablissement des finances avant que le désarmement ne fût accompli. « *Il est d'autant plus important que les postes budgétaires militaires sont importants. Les dépenses militaires provoquent de nouvelles dettes, les vaincus font tourner la planche à billets et même les neutres sont affectés par les pertes commerciales ou par la stagnation et la dépression financière. Ma première proposition vise la débauche d'armements et les dépenses militaires. »* »

Sur l'insistance du président, Rakovsky retira sa proposition, en répétant que le désarmement était la question la plus positive de la conférence.

Le deuxième point de la Russie concerne la fixation des taux de change entre les États-Unis et la Grande-Bretagne d'une part, et les autres nations européennes d'autre part.

6 Lors de la Conférence de Cannes du Conseil suprême de l'Entente (6-13 janvier 1922), le programme suivant fut adopté en prévision de la Conférence de Gênes : a) défense de s'occuper de la politique intérieure des autres pays ; b) garanties juridiques à obtenir des pays à secourir ; c) reconnaissance des dettes.

Le troisième point, dont M. Rakovsky a déclaré qu'il avait déjà été mentionné par M. Tchitchérine, prévoit que les pays qui n'ont pas l'étalon-or ou dont l'étalon-or est en ruine pourront obtenir des crédits dans les pays qui ont de l'or en suffisance. À son avis, les pays riches en or devraient répartir une partie de leurs stocks entre les pays dépourvus. Il a suggéré d'accorder des prêts aux pays en faillite sur la base de leur population, ce qui donnerait naturellement à la Russie la part du lion, et sa proposition a suscité de nombreux commentaires amusés dans les cercles de la conférence.

Le quatrième point de la Russie prévoit la stabilisation des valeurs de changes. M. Rakovsky explique que la commission devrait défendre que le pouvoir d'achat du dollar et de la livre soit fixé par la conférence, afin de mettre fin à l'incertitude internationale actuelle et à la démoralisation du commerce international qui en résulte.

Le cinquième point concerne la reconstruction interne des finances russes, que M. Rakovsky a longuement détaillée.

Sur la proposition de sir Robert Home, ces propositions et ces suggestions seront examinées par une commission consultative, comprenant toutes les compétences financières éminentes qui se trouvent présentement à Gênes et qui comprendront le liste suivante : Le docteur Wissertint (Hollande), le docteur Cassel (Suède), MM. Scrankosh (Grande-Bretagne), Dubois (Suisse), Brand (Afrique du Sud), Tattier (Belgique), Havenstein (Allemagne), Postisil (Tchéco-Slovaquie), sir Basil Blackett (Grande-Bretagne), Avenol (France), Tianchini (Italie).

M. Rakovsky, au nom de la délégation soviétique, ayant protesté contre l'absence de toute compétence russe dans cette commission consultative, sir Robert Horne a répondu que ces compétences avaient été choisies en dehors de toute considération nationale. Néanmoins, M. Rakovsky ayant maintenu sa protestation, sir Robert Horn a passé outre.

M. Rakovsky a reçu ce soir des journalistes. Questionné au sujet de la réplique russe au mémorandum des alliés⁷ relatif à la reconnaissance du gouvernement soviétique, le chef du gouvernement de l'Ukraine répondit : « *Les conditions encloses dans ce mémorandum dépassent dix fois celles que la Russie pourrait supporter. Toutefois, il convient de remarquer que l'Angleterre et la France ont déclaré ne pas se sentir liées par toutes les recommandations ou suggestions des experts.* »

« *Qu'en est-il de la reconnaissance des dettes de guerre ?* » lui demanda-t-on. Rakovsky répondit que les dettes de guerre de la Russie étaient passées par pertes et profits dans les budgets de chaque nation. Il évoqua les créances de guerre de la Russie sur d'autres nations et déclara que si l'Entente voulait relancer la question, elle aboutirait à « *la même situation que celle qui prévaut actuellement entre les vainqueurs et les vaincus de la Conférence de Versailles : des récriminations continues, des conflits interminables et des périls permanents.* »

7 Le Mémorandum de Londres (« *Rapport du comité des experts de Londres sur la question russe* ») est un document résumant les revendications des puissances de l'Entente vis-à-vis de la Russie des Soviets et présenté aux délégués russes le 15 avril 1922 à la Conférence de Gênes. Le premier point stipulait que « *Le Gouvernement Soviéтиque russe devra accepter les obligations financières de ses prédécesseurs, c'est-à-dire du Gouvernement Impérial russe et du Gouvernement provisoire russe, vis-à-vis des Puissances étrangères et de leurs ressortissants.* ». Autrement dit, il s'agissait de faire accepter le remboursement des dettes tsaristes que la Révolution russe avait annulés.

Le président de la République d'Ukraine propose à Gênes de prendre l'or aux États-Unis

Providence News, 14 avril 1922, p. 2.

Gênes, 13 avril (Associated Press) – Christian Rakovsky, président de la république d'Ukraine, promet de devenir l'une des plus brillantes vedettes de la délégation soviétique à la conférence internationale. Il adore les débats et fait preuve de tant de ténacité et de sens de l'humour qu'aucun des autres délégués ne semble en mesure de le contredire.

Et il ne veut tout simplement pas laisser la réserve d'or des États-Unis tranquille. Hier, il a de nouveau tenté de faire main basse sur le Trésor américain en proposant à la commission financière que les États possédant la plus grande quantité d'or accordent des prêts aux pays les plus pauvres. Il a fait référence en particulier aux États-Unis.

Le président ukrainien a suggéré d'accorder des prêts aux pays en faillite sur la base de leur population, ce qui donnerait naturellement à la Russie la part du lion, et sa proposition a suscité de nombreux commentaires amusés dans les cercles de la conférence.

M. Rakovsky est plus jeune et beaucoup moins sérieux que les autres membres de la délégation russe. Il se promène dans le quartier général de la presse et entre en discussion avec les journalistes avec toute l'aisance de celui qui a pris la parole dans de nombreux pays et dans de nombreuses langues.

Tout porte à croire qu'il ne se passera pas un jour de la conférence sans que Rakovsky ne prononce au moins un discours sur le désarmement et la nécessité de répartir l'or mondial en accordant des prêts aux pays appauvris.

Après avoir terminé sa séance houleuse avec la commission financière hier, il a accordé une heure aux journalistes. Contrairement aux autres délégués, il ne pose aucune barrière nationale : les correspondants français, allemands, russes, japonais, italiens, britanniques, américains, tous sont les bienvenus. La discussion s'est déroulée en français et toute personne munie d'une carte de presse a pu y assister. M. Rakovsky a annoncé aux correspondants que la délégation soviétique n'était pas encore en mesure de bien saisir toutes les propositions faites à la Russie par les experts techniques alliés et que, par conséquent, elle n'avait donc pas encore décidé ce qu'elle devait faire à ce sujet, mais qu'il serait heureux de répondre à toutes les questions concernant la Russie.

Les présidents de république ne sont pas toujours aussi généreux, et les journalistes italiens ont été particulièrement ravis de l'opportunité qu'il leur a offerte. Qu'en est-il des tribunaux ? Pourquoi d'autres pays européens ont-ils estimé que leurs ressortissants n'étaient pas en sécurité en Russie ? La Tchéka avait-elle été supprimée ? Rakovsky répond à ces questions et à bien d'autres en déclarant que la Tchéka a été reléguée à l'arrière-plan, que les procès se déroulent désormais dans des tribunaux qui sont meilleurs que tous les autres dans le monde et qu'il n'y a pas la moindre raison pour que l'Europe se méfie du gouvernement soviétique.

Les correspondants socialistes de gauche, de droite et du centre se sont disputé la parole et ont souligné avec des gesticulations frénétiques leurs interrogations sur la question de la terre et des droits de propriété en général.

Le président ukrainien a été charmé de voir plusieurs femmes journalistes se joindre à la controverse, qui est devenue l'expression spontanée et concentrée de presque toutes les nuances de l'opinion politique en Europe.

Les correspondants américains et britanniques qui s'étaient rendus sur place uniquement pour obtenir les nouvelles du jour n'avaient aucune chance, mais observaient en riant la gestuelle des interrogateurs. Le tumulte devint finalement si fort qu'aucune question individuelle ne put être distinguée, et la réunion fut ajournée.

Porte-parole en chef

The Chicago Tribune and the Daily News, New York, 15 avril 1922, p. 1.

Gênes 14 avril. Ce soir M. Rakovsky a expliqué la situation à une cinquantaine de journalistes. Cette réunion, comme les précédentes, a été largement gâchée par des journalistes français et italiens qui semblent aussi être des politiciens et qui chahutent Rakovsky ou font de longues tirades sur la Russie.

« Pourquoi la Russie ne se prévaut-elle pas du droit que lui confère le traité de Versailles d'obtenir son indemnité de la part de l'Allemagne afin de pouvoir payer ses propres dettes ? » demanda quelqu'un.

Rakovsky répond : « Me donnerez-vous des garanties que nous pourrons obtenir quoi que ce soit de l'Allemagne ? »

Rakovsky réaffirme la volonté de la Russie d'assumer les dettes du tsar à condition que ses contre-prétentions soient prises en compte par les autres nations.

À la question de savoir si la Russie indemniserait les hommes d'affaires étrangers, Rakovsky a répondu que la Russie avait adopté une attitude négative mais qu'elle accordait maintenant des concessions aux hommes d'affaires étrangers pour les pertes qu'ils avaient subies. Dans sa réponse, Rakovsky a déclaré que « la question du pétrole est pratiquement la cause sous-jacente de toute la politique mondiale ».

Sur la Bessarabie

Le Devoir, 15 avril 1922, p. 3.

Gênes, 14 avril. La discussion au sujet de la Bessarabie, qui a été soulevée à la conférence économique comme question secondaire, a été reprise hier par Christian Rakovsky, de la délégation soviétique. Au cours d'une entrevue, il a répondu à la déclaration faite hier par le ministre des Affaires étrangères de Roumanie, M. Diamandy, qui établissait les droits de la Roumanie sur la Bessarabie, déclarant que ce territoire avait toujours appartenu à la Roumanie jusqu'en 1878 date à laquelle elle l'a cédé à la Russie, son alliée, en échange de l'aide fournie en temps de guerre.

« Il est tout à fait vrai », a déclaré aujourd'hui M. Rakovsky, « que le régime impérial russe a pris possession en 1878 de certains départements de la Bessarabie, mais pas de la région entière. M. Diamandy a cependant oublié que la Roumanie avait reçu en échange la province de Dobroudja, et aussi que les districts de Bessarabie en question avaient appartenu à la Russie jusqu'en 1864, date à laquelle, après la guerre de Crimée, ils furent annexés à la Roumanie ».

Selon Rakovsky, la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le peuple de Bessarabie souhaite se joindre à la Roumanie. « Les paysans de Bessarabie, a-t-il souligné, ont tenu un congrès à Kichinev en

1918, au cours duquel ils ont exprimé leur hostilité à la Roumanie, qui avait occupé la Bessarabie avec la garantie de l'Entente, dont nous possédons un écrit stipulant que cette demande n'était que provisoire ».

« En outre, la Roumanie », a déclaré Rakovsky, « a conclu en mars 1918 un traité avec la Russie promettant d'évacuer la Bessarabie dans les deux mois. »

« La Russie », a déclaré Rakovsky, « est favorable à l'autodétermination du peuple bessarabe et si, lors d'un plébiscite correctement et librement organisé, les Bessarabiens manifestaient leur désir de rejoindre la Roumanie, la Russie accepterait volontiers cette décision. »

Les bolchevistes et la Bessarabie

Le Temps, 17 avril 1922, p. 2.

Gênes, 15 avril. L'incident soulevé par M. Tchilchérine au sujet de la Bessarabie lors de la première séance de la sous-commission politique est de nature particulièrement grave. « La Roumanie a volé la Bessarabie à la Russie », a déclaré brutalement le chef de la délégation russe. On voit jusqu'à quel point un tel différend peut devenir, demain déjà, la source des plus graves conflits. Aussi bien le point de vue de, Moscou méritait-il d'être complètement élucidé. Nous nous sommes rendus d'abord à Rapallo, où M. Rakovsky, qui est lui-même, bien que grec [sic] d'origine bulgare, de nationalité roumaine, – il a été condamné à mort pour désertion [sic] par la cour martiale de son pays, – nous a exposé en ces termes le point de vue de la délégation bolcheviste :

« En ce qui nous concerne, il n'y a pas pour nous de questions plus claires que celle de la Bessarabie. Nous nous basons :

1° Sur la note écrite des ambassadeurs alliés à Jassy envoyée aux Soviets en février 1918 sous la signature de M. Faccioti, ministre d'Italie, laquelle déclare que l'occupation par l'armée roumaine, avec le consentement des alliés, de la Bessarabie, est un acte provisoire effectué dans un but purement humanitaire pour ravitailler l'armée roumaine et l'armée russe. L'acte original de ce document est avec nous dans nos bagages ;

2° Sur l'intervention des consuls à Odessa et des agents militaires de France et d'Angleterre, qui aboutit au traité que j'ai signé le 5 mars 1918 avec le président du conseil Averesco et par lequel la Roumanie s'engage à évacuer la Bessarabie dans le délai de deux mois.

La succession des faits est d'ailleurs la suivante. Quand l'Allemagne a occupé la Roumanie, elle lui a suggéré de s'emparer de la Bessarabie en compensation de la Dobroudja perdue et de la Transylvanie, à laquelle la Roumanie devait renoncer par le traité de Bucarest. Notez bien que la Bessarabie est devenue roumaine sous le cabinet de M. Marghiloman. Nous n'avons jamais cessé de protester contre la violence faite à la volonté expresse de la population bessarabienne, qui, dans son congrès des Soviets en février 1918, s'est exprimée de la façon la plus catégorique contre l'annexion à la Roumanie... »

Telles sont, reproduites presque sténographiquement, les déclarations du président des Soviets de l'Ukraine.

Dans l'attente de la réponse russe au Mémorandum des experts, M. Rakovsky plaide l'impossibilité

Le Temps, 16 avril 1922

La Lanterne, 19 avril 1922, p. 1

Gênes, 14 avril (De notre envoyé spécial). Ce sont, n'est-ce pas, les journalistes qui font l'opinion publique ? M. Rakovsky, le brillant second de Tchitchérine, partant de ce principe, a reçu hier soir les journalistes anglais et italiens, afin de préparer le terrain au sujet des contre-propositions russes au mémorandum de Londres.

Rakovsky leur a déclaré en substance :

« Je dois d'abord faire remarquer que le mémorandum de Londres n'est pas un acte officiel, mais un simple projet d'experts. Pour autant que je sache, aucun gouvernement n'a reconnu ce mémorandum. Je dois déclarer ensuite que nous ne pouvons parler, en ce qui concerne le mémorandum, que des parties publiées par la presse. Je ne veux donc pas le discuter, mais je tiens seulement à faire quelques observations.

La première observation que nous avons à faire, c'est que, si le point de vue des experts triomphait, nous (par « nous », j'entends non seulement la Russie, mais l'Europe entière), nous n'aurions pas la paix ni la reconstruction générale ; mais, par contre, nous rouvririons une période de conflits et de misère. La Russie perdrat toute son indépendance économique et politique parce que 150 millions de Russes seraient obligés, pendant des générations, de travailler pour payer les dettes et les indemnités. Ce que la guerre n'a pas pu obtenir de la Russie, la Russie n'est guère disposée à le concéder bénévolement et spontanément à Gênes. Nous ne sommes pas venus ici pour nous mettre la corde au cou qui doit nous étrangler, retenez-le bien.

Et c'est pour cela qu'au projet des experts alliés, nous répondrons par un contre-projet russe, plus judicieux que n'est celui de Londres. »

— Quand déposerez-vous ce contre-projet ? demanda l'un de nos confrères.

« Je ne puis le dire. En tout cas, pas avant la semaine prochaine. Il est quand à lui dominé par le principe contenu dans la déclaration de Cannes que les gouvernements sont dans l'obligation d'indemniser ceux qui ont souffert par leur faute et nous sommes d'accord avec le principe qui veut que la Russie répare les pertes causées par le précédent gouvernement.

Mais il est vrai que nous pourrions, de notre côté, nous abriter derrière la souveraineté des Soviets qui sont libres d'élaborer les décrets et les lois que bon leur semble. Nous aurions pu également invoquer les principes du droit public, qui rend responsables les puissances occidentales des dévastations et des dommages causés par la guerre que nous firent les Koltchack, les Dénikine et les Wrangel. Mais nous préférerons ne pas recourir à ce procédé, puisque nous sommes venus ici avec un esprit de conciliation.

Nous disons donc aux Alliés : À l'ensemble de vos revendications, nous opposons l'ensemble de nos contre-propositions.

Quand on discutait à Versailles⁸, on répétait toujours cette phrase : « L'opinion publique ne tolérerait pas, etc. » Et nous, est-ce que nous ne devons pas tenir compte de l'opinion publique russe ? »

8 Traité de paix signé le 28 juin 1919 entre l'Allemagne vaincue et les puissances de l'Entente. Le traité rendait l'Alsace-Lorraine à la France, privait l'Allemagne de ses colonies et de plusieurs territoires en Europe, limitait ses armements et les effectifs de son armée et lui imposait de lourdes réparations de guerre.

Interrogé sur les intentions de la Russie au sujet de la restitution des biens confisqués, Rakovsky fait la réponse suivante :

« *Après Waterloo, les émigrés français qui rentraient chez eux demandèrent la restitution des biens qu'ils avaient perdus. La question traîna pendant neuf ans et, finalement, Charles X la résolut en autorisant la restitution que son prédécesseur avait toujours refusée. Cependant, qu'arriva-t-il ? La révolution le « balaya ». Avez-vous compris ?* »

— Et les indemnités pour la guerre des diverses armées contre-révolutionnaires ? demande quelqu'un.

« *Précisément !* » s'écrie Rakovsky.

— Mais la Russie a-t-elle renoncé à faire valoir ses droits auprès de l'Allemagne comme son ancienne alliée ?

Rakovsky sourit, et trouve cette réponse ingénieuse :

« *Et qui vous dit que l'Allemagne sera en état de payer ?* »

Lorsque la conversation porta sur les indemnités pour les industries et les entreprises possédées en Russie par des sujets étrangers et pour les biens qui ont été confisqués, la question fut nettement posée au délégué bolcheviste à qui on demanda si ces étrangers seraient indemnisés.

« *Non, répondit Rakovsky, parce que nous avons tout nationalisé et l'article du mémorandum des experts qui prévoit la restitution des biens des industriels et des propriétaires étrangers ne sera pas accepté par la délégation russe. Cependant, à tous les étrangers qui ont subi dés dommages du fait du nouveau régime, le gouvernement donnera la préférence dans les concessions qui seront accordées dans le cas où ils voudraient retourner en Russie. Ainsi, leurs intérêts n'en souffriraient pas.* »

Il ajouta : « *Nous avons les plus grandes richesses du monde en pétrole, en manganèse, en fer, et nous sommes sûrs que les capitalistes qui voudront travailler avec nous seront contents.* »

Pour conclure, Rakovsky exprima la ferme conviction que la conférence sera couronnée de succès, « *car, déclara-t-il, 34 nations n'auront pas voulu se déranger inutilement et uniquement pour bavarder* »

Ce que dit M. Rakovsky, délégué russe

La Petite Gironde, 15 avril 1922, p.1.

Gênes, 14 avril 1922. Dans les milieux russes de la Conférence, on déclare ce soir que la délégation des Soviets de Russie ne sera pas en mesure de faire connaître sa réponse officielle par écrit avant mardi prochain. Bien que la délégation russe refuse de faire connaître en public son sentiment sur les propositions contenues dans le mémorandum de Londres, on connaît le sentiment général de la délégation des Soviets par des déclarations faites à la presse par l'un des délégués, M. Rakovsky, qui a fait les déclarations suivantes :

Je dois observer avant tout, a-t-il dit, que le mémorandum de Londres n'est pas un document officiel, mais un projet d'experts. Autant que nous le savons, aucun gouvernement n'a fait siens ce mémorandum.

Je dois déclarer ensuite que nous ne pouvons parler, en ce qui concerne le mémorandum, que des parties publiées par la presse. La première observation que nous avons à faire, c'est que, si le point de vue des experts triomphait, on n'assurerait pas la paix de l'Europe ni sa reconstruction et il en résulterait une période interminable de conflits et un accroissement de la misère parmi le peuple russe.

La Russie perdrait son indépendance économique et politique parce que 150 millions de Russes seraient obligés, pendant des générations, de travailler pour payer les dettes et les indemnités.

Il est inutile de dire que ce que la guerre et le blocus prolongé pendant quatre années n'ont pas pu obtenir, la Russie ne le fera pas volontiers ici. Nous ne sommes pas venus à la Conférence pour nous mettre au cou la corde qui devrait nous étrangler.

Quant à notre contre-projet, il est dominé par le principe contenu dans la déclaration de Cannes que les gouvernements sont dans l'obligation d'indemniser ceux qui ont souffert par leur faute, nous acceptons le principe de l'indemnité.

Nous aurions pu, il est vrai, en ce qui concerne le passé, nous abriter derrière la souveraineté des Soviets qui sont libres d'élaborer les décrets et les lois que bon leur semble, nous aurions pu également invoquer à notre profit les principes du droit public qui ont rendu responsables les puissances centrales des dévastations causées par la guerre. Nous n'avons pas voulu suivre cette voie parce que nous sommes venus ici avec un esprit de conciliation.

En ce qui concerne les dettes dues par la Russie, nous établirons les comptes lorsque le moment sera venu. La Conférence de Gênes doit s'occuper avant toute chose de l'avenir. Nous acceptons le principe des garanties contenu dans le mémorandum de Londres.

Le désir que nous avons de voir la Conférence de Gênes réussir, nous fait déclarer que nous sommes convaincus qu'avant peu de jours nous trouverons un terrain d'entente.

Discussion sur les termes

The Chicago Tribune and the Daily News, New York, 16 avril 1922, p. 3.

Gênes, 15 avril – Rakovsky déclare que les termes de l'Entente « montrent qu'ils ne veulent pas que la Russie ressuscite ». » Contre l'insistance du Premier ministre Lloyd George et de M. Barthou sur le mémorandum de Londres, Tchitchérine donne les chiffres des réclamations russes, affirmant que les guerres civiles de Wrangel, Denikine et autres ne sont que des guerres par procuration menées par un autre pays européen qui cherche à recouvrer les dettes tsaristes.

Par conséquent, il affirme que les Soviets ont le droit de réclamer des dommages et intérêts pour ces guerres et le blocus allié qui, selon eux, a entraîné la mise en friche d'un quart des terres et la destruction de cinquante pour cent de l'agriculture.

En outre, les Russes ont rejeté les demandes de l'Entente concernant les dommages subis par les ressortissants alliés pendant la révolution, Rakovsky déclarant : « Pourquoi devrions-nous payer pour une révolution que les diplomates britanniques, français et d'autres diplomates de l'Entente à Petrograd ont financée et encouragée afin de se débarrasser du tsar et de Raspoutine, et d'établir une autre forme

de gouvernement qui leur soit plus favorable. Bien entendu, les diplomates n'avaient pas prévu le bolchevisme, mais ils ont néanmoins contribué à la révolution. »

Les Russes continuent d'insister sur leur demande de reconnaissance, déclarant que le maintien par l'Entente de la question de la dette est la principale pierre d'achoppement. Ils ont déclaré que la plupart des nations européennes étaient endettées envers l'Amérique sans que cela n'entraîne une rupture des relations diplomatiques.

Expliquant les différents problèmes lors d'une réunion de presse ce soir, le président Rakovsky de l'Ukraine a déclaré que « *le succès de la conférence dépend du règlement de la question des dettes russes et de la reconnaissance de la Russie. Nous demandons la reconnaissance d'abord et la discussion des dettes ensuite. »* »

Dans leur opposition au mémorandum de Londres, les dirigeants russes, selon un membre de la délégation russe, avancent l'idée que la Russie pourrait accepter des conditions telles que celles que l'Allemagne a acceptées à Versailles, mais avec le résultat de ne jamais les respecter et d'avoir des querelles incessantes avec l'Entente.

La Russie assure qu'elle a l'intention de respecter tous les points du document qu'elle signera, mais qu'elle ne prétendra pas accepter les conditions de l'Entente en sachant qu'une partie d'entre elles est impossible à respecter.

«Nous ne sommes pas venus ici en vaincus»

Le Temps, 17 avril 1922.

Gênes, 16 avril. La nervosité dont font preuve les délégués russes est le résultat de l'union qu'ils sentent entre les puissances alliées. La question de la reconnaissance du gouvernement des Soviets et la possibilité d'un emprunt paraissent d'ailleurs être les désirs essentiels des bolchevistes. Les déclarations faites hier soir par M. Rakovsky confirment cette impression :

Les prétentions alliées, nous dit-il, dépassent de beaucoup la capacité de paiement de la Russie, puisque nous devrions, à partir de 1927, payer une somme variant entre 62 et 66 milliards de francs or, ce qui ferait, pour un amortissement en cinquante ans, avec un intérêt de 4 %, une annuité de 4 milliards et demi de roubles or, près de 4 milliards de francs or.

Le service de la dette qu'on nous demande de reconnaître absorberait donc la moitié du revenu total de la Russie. Jamais nous ne pourrons admettre un chiffre pareil, car notre peuple ne devrait plus travailler que pour payer les porteurs de titres russes. Ce serait le désastre, car nous ne pourrions emprunter dans ces conditions, devant l'impossibilité pour nous de rémunérer de nouveaux bailleurs de fonds.

Les chiffres présentés par les puissances de l'Entente ont été mis en avant par des experts qui ne connaissent rien à la Russie et à l'esprit nouveau du peuple russe. Nous voulons bien reconnaître certaines dettes, mais sous réserve de réciprocité et pas pour le seul intérêt des porteurs de fonds russes, car nous ne sommes pas venus ici en vaincus.

Tous les documents parlementaires montrent que Koltchak et autres étaient les pseudonymes de certains gouvernements. Des dommages considérables ont été ainsi causés à la Russie ainsi que par le blocus. Aussi présentons-nous une note à payer pour les arsenaux de Sébastopol vidés de leurs stocks,

pour l'or emporté, pour les villes détruites, les voies ferrées démolies, l'industrie et l'agriculture ruinées par la guerre menée contre nous et par le blocus.

[...] En ce qui concerne les indemnités pour les étrangers dépouillés par la nationalisation, Rakovsky déclara que :

Les mesures prises contre les biens particuliers ennemis par le traité de Versailles avaient fait disparaître du droit international le principe de l'immunité de la propriété privée pendant les hostilités, et que des mesures telles que l'impôt considérable sur le revenu, en Angleterre, n'étaient, pour les porteurs de fonds industriels ou de revenus anglais, pas éloignées du principe de la nationalisation.

Mais il ajouta que :

Par esprit de conciliation, tout en refusant de payer une indemnité pour les biens étrangers nationalisés, le gouvernement bolcheviste envisagerait la compensation sous forme de priorité dans l'octroi de concessions ou de participation dans les concessions accordées à d'autres sur d'anciens biens.

M. Rakovsky a, d'ailleurs, montré nettement un des buts de ce marchandage en ajoutant :

La condition indispensable pour que nous puissions payer quelque chose, c'est d'être reconnus. La question du montant des dettes doit être laissée de côté pour être discutée sans retarder l'étude des autres questions ; mais la question de la reconnaissance de notre gouvernement est urgente, pour que nous puissions accepter le principe de payer et avoir la possibilité de le faire.

La satisfaction des délégués russes et allemands

La France de Bordeaux et du Sud-Ouest, 19 avril 1922, p. 1.

Gênes, 18 avril. – Dès qu'a été connu l'accord russo-allemand [*le traité de Rapallo*], tous les informateurs se sont précipités à Santa-Margherita, pour obtenir des précisions sur la portée du traité. L'un de nos confrères, M. Henry de Karub, a vu notamment Rakovsky. Le leader ukrainien, dit-il, prenait figure de grande vedette, et lorsqu'après une heure d'attente, il apparut, élégant, souriant, distribuant des petits saluts à droite et à gauche c'est tout juste, s'il ne fut pas applaudi. « *Je suis content, très content, dit-il en substance, et toujours avec le sourire. J'espère que l'accord que nous venons de signer sera considéré par toute l'Europe comme une preuve de notre modération et de notre esprit de conciliation.* »

Cette ironie n'était pas du goût de tout le monde ; et elle fut même ponctuée par un « *Tu parles !* » très parisien.

« *Nous avons signé avec les Allemands, poursuivait cependant M. Rakovsky de son air enjoué, parce qu'ils se sont présentés les premiers, mais... »* et il fit un geste circulaire comme pour dire : « Au premier de ces Messieurs.. »

Rakovsky perplexe face à l'émoi suscité par Rapallo

The New York Herald, 19 avril 1922, p. 1.

Gênes, 18 avril. La situation créée à la conférence de Gênes par le traité russo-allemand est épineuse, et les Allemands sont blâmés à la fois par les Alliés et par les neutres, qui attendaient beaucoup de la conférence. Mais les Alliés sont déterminés à rester unis et à poursuivre la conférence, espérant que les Allemands comprendront la nécessité de contrebalancer l'effet négatif de leur traité avec les Russes par leur conduite à l'avenir, car l'échec de la conférence aujourd'hui serait grave pour l'Europe en général. Entre-temps, les réunions des sous-commissions convoquées pour aujourd'hui ont été annulées et le suspense est intense. Le secret avec lequel le pacte russo-allemand a été conclu est illustré par le fait que les correspondants allemands n'en ont pas eu connaissance. Les Russes l'ont rendu public, en distribuant avec jubilation des centaines d'exemplaires.

Christian Rakovsky, président de la République soviétique d'Ukraine, était réservé et grave lorsqu'il a été vu aujourd'hui au quartier général bolcheviste. Lorsqu'on lui a demandé d'estimer la valeur des biens allemands effectivement nationalisés en Russie, M. Rakovsky a répondu : « *Nous devons jeter un voile sur le passé. C'est à cela que se résume le traité.* »

Les premiers à faire confiance à la Russie

M. Rakovsky a déclaré que le point le plus important du traité était que l'Allemagne était la première grande puissance à montrer qu'elle croyait en la bonne foi des Bolcheviks. « *Alors que les autres puissances passent des nuits entières*, a-t-il dit, « *à concevoir de nouvelles garanties pour protéger leurs citoyens contre les bolcheviks malhonnêtes, qu'elles soupçonnent d'avoir des cartes dans leurs manches, des bombes dans leurs poches et des poignards à leur ceinture, et qu'elles s'inquiètent apparemment de ces périls imaginaires pour les deux années à venir, les Allemands ne se sont pas quant à eux montrés aussi stupides.* »

« *Ils avaient plus d'entreprises en Russie et faisaient plus de commerce avec ce pays que n'importe qui d'autre, et ils étaient les hommes d'affaires les plus enthousiastes du monde* », a-t-il expliqué. Il était donc très important que les Allemands passent un accord commercial avec les Bolcheviks.

M. Rakovsky est stupéfait que cet accord ait suscité autant d'émoi. « *Nous avons conclu une demi-douzaine d'accords avec les États baltes, la Pologne et la Scandinavie, qui tous fonctionnent parfaitement bien aujourd'hui.* »

M. Rakovsky a déclaré que les Russes font beaucoup d'affaires avec l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et la Norvège et que leur honnêteté n'a jamais été mise en doute par ces pays. Ils ont même conclu un accord commercial avec l'Angleterre et commercent avec elle depuis un an.

En fait, les relations entre la Russie et l'Allemagne n'ont pas été rompues depuis le traité de Brest-Litovsk, bien que les relations diplomatiques aient été interrompues, d'où la difficulté pour M. Rakovsky de comprendre le tumulte à Gênes au sujet du traité de Rapallo.

Les Russes s'amusent beaucoup de la confusion dont ils sont en partie responsables, car personne ne les blâme, la condamnation étant réservée aux Allemands. Georges Tchitchérine, le ministre soviétique des Affaires étrangères, a rendu visite ce matin à Walter Rathenau, le ministre allemand des Affaires étrangères. L'un des délégués russes, à qui l'on demandait la raison de cette visite, a fait remarquer en riant que M. Tchitchérine était probablement en train de « *mettre une compresse sur la tête du Dr. Rathenau* ».

Les étonnements et plaintes de M. Rakovsky

Le Petit Parisien, 20 avril 1922, p. 1.

Gênes, 19 avril (de notre envoyé spécial.) Quelle sera l'attitude de la délégation russe au sujet de la note alliée interdisant à l'Allemagne de participer au travail des sous-commissions traitant des questions russes ? C'est ce que nous ayons demandé à M. Rakovsky.

Il considère la note, aussi bien dans sa forme que dans le fond, comme erronée. « *Cette note crée aussi pour notre délégation une position spéciale. Certes, on ne nous fait pas des objections bien sérieuses. On rejette les torts sur la délégation allemande. Néanmoins, la mesure prise nous touche indirectement d'une façon très sensible. On punit sévèrement la seule puissance qui, au cours de la conférence, nous ait prêté un certain appui moral. On exclut de la sous-commission politique qui va s'occuper des questions russes une nation qui, de l'aveu même de la France et de l'Angleterre, doit jouer un certain rôle dans la restauration économique de notre pays. Par l'accord de Rapallo, nous avons réglé avec l'Allemagne une seule question, celle de l'abandon des indemnités, et encore n'a-t-elle été liquidée que conditionnellement. Il y en a beaucoup d'autres qui restent en suspens et que nous aurions voulu pouvoir régler au sein de la conférence, dans les commissions où auraient travaillé les délégués allemands. »* »

« *Je ne puis comprendre, déclare Rakovsky en terminant, l'importance que l'on veut attacher à notre accord avec l'Allemagne que par l'état d'esprit qui règne à Gênes et qui tend à attribuer à tous les invités une importance beaucoup plus grande qu'ils n'ont en réalité. »* »

Déclarations de M. Rakovsky

L'Ère nouvelle, 20 avril 1922, p. 2.

Au bureau de la presse bolcheviste à Gênes, M. Rakovsky a déclaré, au cours de son exposé quotidien, que le traité de Rapallo concilie les intérêts russes et allemands sans heurter ceux des autres pays :

« *Nous sommes prêts, a-t-il ajouté, à conclure avec les autres États, soit par le moyen de la conférence, soit par des traités particuliers, des accords semblables à celui que nous avons signé avec l'Allemagne. Nous sommes contents de notre œuvre, non seulement par la valeur intrinsèque du traité, mais pour sa signification qui ne peut échapper à personne. Pendant que la Russie est entourée de toutes parts de nuages de défiance et qu'une campagne obstinée, alimentée par l'ignorance des choses qui nous concernent et la haine de notre régime, met en garde le capital international contre un contact avec la République des Soviets, l'Allemagne, la terre classique des gens pratiques, la nation exportatrice par excellence, vient spontanément à nous, nous demande nos matières premières, nous envoie ses produits et collabore en somme cordialement avec nous dans l'œuvre de l'utilisation des richesses de notre sol.* »

L'Allemagne a donné un exemple que les autres nations ne devraient pas vainement déplorer, mais imiter dans leur intérêt et dans l'intérêt universel. »

Rakovsky et la note interalliée

L'Humanité, 20 avril 1922, p. 1.

À la délégation russe, notre camarade Rakovsky a déclaré, au sujet de la note des Alliés à l'Allemagne :

« La note, aussi bien dans la forme que dans le fond, est une erreur, dit-il. À propos de la forme, la Conférence a été constituée, et il n'y avait qu'elle qui pût décider si telle ou telle puissance devait être exclue. À la réunion inaugurale, M. Facta⁹ a déclaré qu'il n'y avait ni vainqueurs ni vaincus. Or une partie de la Conférence s'est superposée à toute la Conférence. Ce ne sont pas les États invités, mais le conseil de Versailles qui a pris la décision d'hier. Sur le fond, l'accord russo-allemand ne préjuge en rien de la décision de la Conférence. La question la plus importante, c'est-à-dire la question des contre-prétentions et des prétentions, a été résolue par un accord sous une forme conditionnelle. La note des alliés, quoiqu'elle ne contienne aucune objection bien sérieuse contre la Russie, crée pour la délégation russe une situation spéciale. En excluant de la commission politique une des puissances appelées à jouer un certain rôle, une série de questions demeurent, de la solution desquelles l'Allemagne sera exclue.

Notre réponse au mémorandum de Londres est prête. Elle embrasse tout le problème russe. Elle porte sur le mémorandum de Londres, les conditions de Cannes, les contre-propositions, la question de l'emprunt, la reconnaissance de jure, la question des capitaux, étrangers et la question de législation protectrice du travail. »

Rakovsky a encore déclaré qu'il n'y avait jamais eu, au sein de la délégation russe, de malentendus. Tous les accords sont pris à l'unanimité de la délégation.

La teneur du Mémorandum russe

L'Humanité, 21 avril 1922, p.1.

Gênes, 20 avril. (Par téléphone de notre envoyé spécial). Plus modeste que M. Lloyd George, Rakovsky a tenu ce soir, dans une humble salle du Palais de l'Université, une réunion au cours de laquelle il a exposé quelle serait la teneur du mémorandum que les camarades russes présenteront demain aux Alliés :

« Le mémorandum dénoncera les contradictions qu'il y a entre l'idée de la Conférence de Gênes et le mémorandum des experts de Londres. On a constaté que le monde traversait une crise industrielle très grave. Il faut remédier au déséquilibre qui existe entre la densité de la population et la quantité de marchandises nécessaire à cette population. On ne peut donc pas laisser la Russie en dehors du concert européen.

Le premier point des conditions de Cannes précise la non intervention entre les États. Or, les experts de Londres se sont ingénier à rechercher de quelle manière on pourrait faire payer à la Russie quelques dizaines de milliards de francs or et comment pourrait être assuré le contrôle du paiement.

On n'a jamais eu en vue de rechercher le rétablissement de la Russie. On s'efforce de proposer à la Russie un régime incompatible avec son existence en tant qu'État indépendant.

⁹ Luigi Facta (1861-1930), Premier ministre d'Italie en 1922, sénateur en 1924.

On veut lui imposer le régime des capitulations qui a déjà existé et qui existe encore en Turquie et en Égypte. D'autre part, la première des conditions de Cannes affirme le droit, pour tout État, d'organiser chez lui le régime politique qui lui convient.

C'est tout ce que le mémorandum déclare. Il sera rendu public demain matin. »

À propos de la note du Conseil suprême à l'Allemagne, Rakovsky a déclaré que la délégation russe a suggéré aux Allemands de n'admettre aucune injonction.

« Pourquoi, a-t-il dit, nous serait-il interdit de faire un accord, alors que tant d'autres États en ont fait autant ? Y a-t-il deux catégories d'États ? Étant donné ce que nous avons appris des déclarations de M Lloyd George au palais Saint-Georges, la délégation russe discutera ce soir de l'attitude qu'elle aura à adopter. »

Revenant à la question du mémorandum [russe], il a déclaré qu'il y avait dans celui-ci une proposition de rechercher un terrain pratique sur le principe de réciprocité qui, seul, peut permettre une entente et la fixation des sommes qui sont dues. Quant aux dettes de guerre, il n'y faut pas penser.

Puis Rakovsky a répondu à quelques interruptions de journalistes en rappelant comment le traité de Brest-Litovsk avait été signé.

Ajoutons que dans le mémorandum, se trouveront des documents irréfutables, prouvant la responsabilité de l'Entente dans les interventions de Wrangel, de Koltchak, de Dénikine, etc., etc. A ce mémorandum sera également joint un rapport sur les possibilités financières de la Russie, ce rapport a été rédigé par le camarade expert financier, adjoint à la délégation des Soviets, et que « *l'Humanité* » publiera intégralement.

Rakovsky demande toute une série de conférences internationales

Le Petit Parisien, 21 avril 1922, p. 3.

Tandis que Krassine prêchait à la sous-commission économique les théories communistes de la socialisation. Rakovsky, à la sous-commission des transports par voie d'eau, prônait, à nouveau, son idée de voir une série de conférences internationales faire suite à la conférence de Gênes.

Il est inutile, selon lui, de jeter les bases d'un système facilitant les communications par voie d'eau, si un organisme central n'est pas créé pour contrôler les efforts faits et juger des résultats atteints. Le meilleur moyen de contrôler les États qui sont disposés à travailler à activer les communications fluviales et maritimes internationales serait naturellement, selon Rakovsky, la création d'une conférence internationale, semblable à celle de Gênes, qui se réunirait périodiquement.

Le délégué italien s'est associé à cette idée, qui fut vivement combattue par le délégué français, qui rappela que le programme de la conférence de Gênes ne prévoyait pas la création d'un organisme semblable ayant une durée indéfinie. « *Nous devons nous occuper de questions spéciales, dit-il, notre tâche sera terminée quand ces difficultés d'un ordre tout fait particulier faites aux transports seront levées.* »

Le délégué italien se déclara convaincu et se rendit aux raisons de son collègue français, mais Rakovsky s'il ne peut arriver à faire créer de nouvelles conférences voudrait tout au moins faire durer

celle de Gênes. Il demanda que la délégation russe puisse examiner la convention de Barcelone et que, comme les soviets n'étaient pas conviés en Espagne, la discussion de la convention puisse être reprise Gênes. Le président de la sous-commission a protesté, déclarant que les textes de Barcelone sont arrêtés, les décisions ont été prises régulièrement ; si la Russie veut y adhérer tant mieux. Mais elle ne pourra qu'accepter ou refuser la convention. Comme l'article 3 du rapport des experts dit qu'il serait désirable que la Société des Nations soit invitée à examiner de temps en temps l'accomplissement des mesures décrétées, Rakovsky, appuyé par le délégué allemand, fit remarquer, que ni la Russie ni l'Allemagne, ne font partie de la Société des nations¹⁰ et demanda de trouver une formule permettant à la Russie et à l'Allemagne de collaborer aux travaux de la Société des nations.

À la Conférence de Gênes, M. Rakovsky plaide et fuit les précisions

Le Petit Parisien, 22 avril 1922, p. 3.

Gênes, 21 avril de notre envoyé spécial. Rakovsky, en recevant la presse ce soir, s'est trouvé dans une position très embarrassée, ses hésitations, ses contradictions, sa hâte d'éviter les questions insidieuses de certains confrères désireux de précisions pour ramener ses déclarations sur de vagues généralités, ont provoqué des rumeurs, des exclamations d'étonnement et des rires ironiques de l'auditoire naturellement assez sceptique, que formaient une centaine de journalistes internationaux.

Les lecteurs du « *Petit Parisien* » connaissent les théories professées par Rakovsky quant à la reconnaissance des dettes et le droit aux indemnités. Aujourd'hui, le premier délégué ukrainien a fait peau neuve. Il reconnaît tout ce que l'on veut. Le fameux mémorandum annoncé depuis deux jours, qui devait montrer au monde tous les défauts et toutes les contradictions du rapport des experts de Londres, sur lequel se basent les travaux de la conférence de Gênes, n'a pas encore été rendu public qu'il est déjà passé dans le domaine de l'histoire.

« *Notre mémorandum, déclare Rakovsky, est une réponse au vôtre. Mais depuis qu'il était en préparation, les pourparlers se sont engagés, chacun a discuté son point de vue et la réponse de Tchitchérine, remise ce matin à M. Lloyd George, prouve que l'on est déjà entré dans une phase intéressante des conversations. Notre mémorandum est donc complètement surpassé par la note de Tchitchérine à M. Lloyd George. Il n'a plus qu'une valeur documentaire et juridique. Das concessions mutuelles ont été faites.* »

Rakovsky provoque de nombreuses demandes de précisions lorsqu'il déclare que les dettes de guerre n'existant plus et que les intérêts des dettes d'avant-guerre étant annulés aussi, il ne restera plus à fixer que le principal des dettes d'avant-guerre.

« *Le fait que l'on a décidé de ne plus exiger de dettes de guerre et les intérêts des dettes d'avant-guerre constitue* », dit Rakovsky, « *une concession en notre faveur, contre-balancant certaines de nos concessions.* »

10 Organisation internationale créée en 1919 lors de la Conférence de paix de Versailles. Ses statuts, intégrés au traité de Versailles, définissaient comme ses objectifs officiels de promouvoir la coopération internationale, la paix et la sécurité. Dirigée par un Conseil dominé par les grandes puissances (Royaume-Uni, France, Japon, Italie), la SDN était en réalité un instrument au service des intérêts impérialistes anglo-français, permettant de surveiller l'application du traité de Versailles, de contrôler l'Allemagne vaincue et de contenir la révolution russe. L'URSS, initialement tenue à l'écart et hostile, finit par y adhérer par ordre de Staline en 1934. Incapable de surmonter les contradictions inter-impérialistes, la montée du fascisme et la marche à la guerre, la SDN entra en léthargie en 1938, cessa toute activité durant le conflit et fut finalement dissoute en avril 1946.

Comme nous lui faisons remarquer que la note alliée parle seulement de la réduction des dettes de guerre et de facilités pour le paiement des intérêts arriérés, il se trouble et finit par déclarer que cette réduction pourrait bien être totale. Il affirme que les intérêts des dettes ne courront pas pendant le moratoire de cinq ans qui sera accordé à la Russie.

Rakovsky, d'ailleurs, est enchanté de voir que les négociations sont entrées dans une phase active. Si les grands principes qu'il a abandonnés, depuis hier, le troublent peu. Il espère bien que la conférence va reconnaître la bonne volonté des représentants moscovites en acceptant deux points, qui sont de premier ordre pour le gouvernement russe : 1° l'octroi d'emprunts et l'ouverture de crédits ; 2° la reconnaissance *de jure*.

Rakovsky confirme ses démentis précédents : « *L'accord avec l'Allemagne, dit-il, ne contient aucune clause secrète et n'a aucun caractère militaire. Le bruit qui circule, dans les milieux de presse de Gênes, d'une convention entre la Russie, les États baltes et la Pologne, convention qui serait calquée sur l'accord germano-russe de Rapallo, est également sans fondement. Il n'a jamais été question, entre ces pays, d'autre chose que du protocole de Riga, signé après la réunion qui précéda de peu la conférence de Gênes.* »

« *L'accord de Rapallo n'est nullement, affirme-t-il, une alliance entre l'Allemagne et la Russie, mais un arrangement commercial et économique. Cette reconnaissance de jure, nous la demandons, dit-il, non pour avoir la satisfaction d'entretenir une représentation diplomatique officielle à l'étranger, mais parce que, sans elle, notre restauration économique ne pourra pas se faire. Si notre signature n'est pas reconnue comme ayant une valeur égale à celle des autres États, nous ne pourrons pas trouver de capitalistes consentant à nous prêter des fonds pour réorganiser notre vie économique. En nous reconnaissant, les nations européennes prouveront qu'elles veulent nous aider à réparer les dommages causés par les interventions des armées contre-révolutionnaires et par le blocus. »* »

Le bruit avait couru que les délégués russes avaient protesté contre l'exclusion du délégué allemand de la sous-commission politique. Rakovsky le nie.

Les Russes n'ont pas protesté et n'ont pas pris, malgré ce que l'on nous disait hier, le parti des Allemands. Leur décision à ce sujet ne sera connue que demain. Les bolchevistes ne paraissent pas très pressés de s'attirer la réprobation alliée par un geste en faveur des co-signataires de l'accord de Rapallo. Lorsque leur note sera remise, il est probable qu'elle n'aura plus, elle aussi, comme le mémorandum, qu'une valeur historique et aucune répercussion pratique.

L'étendue territoriale justifie une grande force militaire

Chicago Tribune, 27 avril 1922 p. 1.

Gênes, 26 avril. — M. Rakovsky, président du Soviet d'Ukraine, a exposé aujourd'hui dans les grandes lignes au « *Chicago Tribune* » le plan russe de désarmement, qui, en raison des objections françaises au début de la conférence, n'a pas été discuté.

— Quel est le principe du plan soviétique de désarmement ?

« *Le plan russe de désarmement est basé sur le système proportionnel* », a répondu M. Rakovsky. « *L'étendue du territoire, la longueur des frontières et le nombre de la population doivent être pris comme base, mais des conditions particulières dans certains pays peuvent également être prises en considération.* »

Les termes de M. Rakovsky indiquent que la Russie estime avoir droit à la plus grande armée du monde car ses frontières, sa superficie et sa population sont plus grandes que celles de tout autre pays, à l'exception peut-être de la Chine.

— L'aide financière étrangère sera-t-elle utilisée à des fins militaires ?

« *La Russie utilisera les crédits étrangers exclusivement à des fins constructives et économiques et non pour les armes.* »

La situation jugée par Rakovsky

L'Humanité, 30 avril 1922, p. 2.

Gênes, 28 avril. (Par téléphone de notre envoyé spécial [Bernard Lecache]) Notre camarade Rakovsky, qui ne connaît pas encore les propositions des Alliés, nous a fait les importantes déclarations suivantes :

« Les travaux de la conférence ont subi un arrêt. On ne peut nous en imputer la cause. L'accord de Rapallo est considéré comme l'un des motifs ayant dérangé la marche normale des travaux de la conférence. C'est tout à fait inexact. Un état d'esprit de méfiance sévit Gênes. Les origines et le sens de l'accord ne sont pas en contradiction avec les intérêts des autres puissances.

On a parlé de clause secrète contre la France et la Pologne. Rien de tout cela n'est exact. L'accord signifie que commence une série d'accords analogues que nous sommes disposés à conclure avec les puissances qui le désireront. Nous arriverons d'ailleurs à conclure ces accords. La conférence de Gênes ne peut pas résoudre tous les problèmes latents entre toutes les puissances, ils doivent être complétés par des accords qui raccommoderont les questions pendantes entre toutes les puissances représentées ici.

La Russie veut épargner le sang prolétarien

On a créé autour de la conférence un esprit d'agitation qui n'est pas justifié par l'attitude des puissances venues à la conférence. On accuse l'accord germano-russe de préparer le déséquilibre de l'Europe, la presse française a employé le mot sinistre de « guerre ». La République soviétique ne sera jamais l'auteur d'un acte d'agression contre qui que ce soit.

Non seulement nous avons été ruinés par la guerre, qui a duré huit ans, mais nous avons besoin d'une paix durable et profonde. Au surplus, nous sommes un État d'ouvriers et de paysans et le sang d'un ouvrier français, allemand ou anglais nous est aussi cher que le sang d'un ouvrier russe. »

La conférence sera-t-elle inutile ?

« Dans certains cercles, on se méprend sur le sens de la conférence. On y a vu une continuation des anciennes conférences et on croit que celle-ci doit consacrer le résultat des traités de Versailles, Neuilly, etc. On croit que cette conférence devra résoudre les problèmes et les antagonismes qui dérivent de la guerre. Si cela était exact, la conférence serait superflue. La conviction générale est que les traités de paix n'ont pas pu résoudre ni écarter les conséquences terribles de la guerre. On se réunit à Gênes pour résoudre et chercher à comprendre la terrible crise industrielle mondiale, le chômage, la misère.

Il faut conclure un accord international entre toutes les nations, aussi bien les nations victorieuses que les nations vaincues, mais un esprit tout autre règne sur la conférence de Gênes. Ce n'était vraiment pas la peine de convoquer 34 nations pour consacrer ce qui a été déjà décidé.

Nous avons comme tâche de liquider les différends qui existent entre nous et les autres puissances. Nous avons à établir les conditions de la collaboration et du relèvement économique de la Russie.

Les compensations légitimes

Jusqu'à présent, on a procédé à la liquidation du passé et on n'a pas abordé la question de l'avenir. On ne s'est pas demandé s'il était utile de rétablir le monde. Nous subissons des pourparlers depuis deux semaines, nous arrivons à la deuxième phase, nous avons dit que nous reconnaissions toutes nos obligations et les obligations découlant des faits de la Révolution. Nous aurions pu invoquer les précédents des gouvernements bourgeois refusant à admettre des compensations, par exemple les précédents du gouvernement tsariste et d'autres gouvernements nouveau-nés qui confisquaient les biens des étrangers.

Notre État socialiste a reconnu le principe des compensations, mais à la condition que notre droit à d'autres compensations nous serait reconnu. Nous aurions pu faire valoir que Koltchak, Wrangel, [Dénikine](#) et [Youdénitch](#) étaient aux ordres des gouvernements étrangers ; nous possédons là-dessus des documents incontestables ; nous aurions pu invoquer le droit bourgeois de payer les dégâts causés par les citoyens d'autres États ; on nous a refusé de faire la preuve de ce droit.

Une situation transactionnelle a été créée par la lettre de Tchitchérine à Lloyd George¹¹. Il était entendu que les dettes de guerre seraient complètement annulées. Or, on nous apprend que les Alliés prétendraient revenir sur la question des dettes de guerre et nous en réclameraient tout au moins une partie. Quant aux dettes d'avant-guerre, nous reconnaissions les dettes faites par les autorités locales, mais pas les dettes faites par les autorités locales qui étaient sous le pouvoir de Koltchak, c'est logique.

Quant à la question de la compensation, elle est traitée dans le cadre de la lettre de Tchitchérine à Lloyd George. Nous n'avons jamais dit que nous admettrions la compensation pour tout, mais que nous examinerions les cas particuliers. »

Les impressions de la délégation russe

L'Humanité, 3 mai 1922, p.3.

Gênes, le 2 mai 1922. Cet après-midi, notre camarade Rakovsky n'avait pas encore connaissance des incidents qui se sont passés ce soir, nous a fourni les indications suivantes :

« *La Conférence de Gênes marche mais n'avance pas et toute la discussion a été déplacée ; elle est devenue politique au lieu de rester sur le terrain économique.*

La première condition de Cannes indique que les nations, s'interdisent de s'immiscer dans la forme de propriété que les autres nations instaurent chez elles. On cherche à faire triompher certaines doctrines et à vouloir faire revenir la Russie sous le régime tsariste. On empiète sur les attributs d'un État. On a accusé, à la sous-commission, une des puissances de vouloir faire une reconstruction électorale.

¹¹ Dans cette lettre adressée le 20 avril 1922 au Premier ministre britannique, Tchitchérine écrivait : « *La délégation russe désire aussi faire clairement comprendre, bien que cela apparaisse évident en droit, que le gouvernement russe ne saurait assumer aucune obligation pour les dettes de ses prédécesseurs tant qu'il n'aura pas été officiellement reconnu de jure par les puissances intéressées.* »

Il y a en vérité lutte entre l'étatisme et l'individualisme capitaliste. Il y a un groupe d'États qui ne veut pas admettre l'étatisation, même si l'on exproprie contre indemnisation. La question a été déplacée. Nous ne sommes pas venus ici pour nous opposer à la doctrine capitaliste ; c'est pourquoi nous n'admettons pas qu'on nous livre bataille sur notre système d'étatisation.

Dans cette sous-commission, on a pris des engagements en dehors de notre participation en ce qui concerne la Bessarabie. Pour la troisième fois, la Roumanie cherche à faire reconnaître qu'elle a des droits sur la Bessarabie. Or, on n'a jamais consulté la volonté de la population elle-même ; on n'a jamais organisé le plébiscite qui était nécessaire. La Russie et l'Ukraine ne nourrissent pas des sentiments agressifs contre la Roumanie. L'annexion de la Bessarabie m'a jamais été approuvée par aucun acte légal. »

Au sujet des concessions, Racovsky, a déclaré que la Russie « était prête à en faire pour favoriser les industriels qui voudraient aller en Russie ; il y aurait pour eux, non seulement des garanties juridiques, mais ils auraient encore à l'étranger des garanties sur les dépôts et les marchés russes. Ces industriels pourraient toujours mettre l'embargo sur les fonds d'exportation. »

Enfin, au sujet de la réponse de M. Barthou à Tchitcherine, Rakovsky a fait la critique de cette réponse en déclarant que « *M. Barthou n'a pas le droit de faire une différence entre le peuple russe et le bolchevisme, car le bolchevisme représente vraiment la population russe.* »

En attendant la réponse des Soviets, Rakovsky parle

L'Information financière, économique et politique, 6 mai 1922, p. 1.

Gènes 4 mai. Aucune déclaration officielle ou officieuse n'a été faite jusqu'à présent par la délégation russe au sujet du mémorandum allié, si l'on fait abstraction d'un bref renseignement que Tchitcherine a donné à l'agence Reuter et suivant lequel la réponse russe au mémorandum serait remise à M. Facta dans deux jours.

A défaut de communiqués officieux, M. Rakovsky a exposé, hier soir, aux représentants de la presse, ses impressions personnelles relatives au mémorandum allié.

Le dictateur de l'Ukraine soviétique a affirmé que c'est « *avec stupéfaction* » que la délégation russe a appris le contenu du mémorandum, qui, de l'avis de Rakovsky, est une « *véritable provocation à la rupture* » et une « *Violation des assurances* » données à la Russie par les puissances de l'Entente.

« *Néanmoins, a ajouté Rakovsky, la délégation russe souhaite tellement le succès de la Conférence qu'elle fera tout ce qui lui est possible pour éviter un échec des négociations et pour permettre à la réunion internationale de poursuivre son œuvre bienfaisante.* »

Rakovsky a ensuite énuméré tous les griefs qu'il impute au mémorandum. « *D'abord – a-t-il dit – ce document repousse toutes les propositions faites par Tchitchérine dans sa lettre adressée à M. Lloyd George. Il annule complètement le principe de réciprocité et du traitement sur le pied d'égalité. Ainsi, on exige de la Russie qu'elle restitue à la Roumanie le Trésor roumain qui se trouve à Moscou, tandis que les revendications russes ayant trait à la Bessarabie sont passées sous silence. L'établissement d'une cour arbitrale mixte est une violation de la souveraineté de la Russie. Aucune de nos contre-propositions n'est prise en considération dans le mémorandum allié qui ne dit rien ni de la restitution des dommages causés*

à la Russie par les interventions, ni de l'attribution au gouvernement des Soviets des crédits internationaux. »

Rakovsky a dit ne pas être encore en mesure de fournir des Indications précises sur la teneur de la réponse russe ; mais il a fait ressortir l'importance historique de cette réponse dont, d'après lui, « dépend non seulement l'avenir de la Russie, mais aussi le sort de l'Europe tout entière ». »

« La délégation russe, a conclu Rakovsky, a informé le gouvernement des Soviets de l'état actuel des négociations, et elle étudiera sa réponse avec tout le sang-froid qu'exige la gravité de la situation. »

Déclarations de M. Rakovsky

Le Petit Parisien, 9 mai 1922, p. 3.

La délégation russe m'a paru avoir profité hier, en toute quiétude, du repos dominical. Le matin, M. Tchitchérine était venu faire à Gênes une promenade incognito. L'après-midi, il s'était rendu à la Garden party offerte aux délégations et à la presse par la municipalité de Rapallo. Aujourd'hui, les chefs de la délégation russe n'ont pas quitté Santa Margherita seul, M. Christian Rakovsky est venu jusqu'à Gênes dans la soirée. Il m'a reçu, descendant de voiture, et s'il ne m'a rien dit sur le fond même de la réponse qui sera remise demain, il m'a fait cependant quelques déclarations susceptibles de vous éclairer sur l'état d'esprit des représentants de la République soviétique à l'heure même où ils terminent la rédaction d'un document dont ils savent dès à présent quel effet il va produire.

« *Quoiqu'il arrive, me dit tout d'abord M. Rakovsky, je suis certain que la conférence de Gênes donnera des résultats positifs, mais il ne servirait à rien de vouloir lire dans l'avenir. Il est plus intéressant d'examiner l'état actuel des choses. Il est évident, pour nous Russes, que la France nous a été sans cesse hostile à Gênes, quelques-uns ont pu croire à un moment donné que cette disposition d'esprit allait changer; en réalité, les variations d'attitude que l'on a pu observer s'expliquent aussi bien par certains accès d'inquiétude. Cette incertitude se dissipera, et l'on reconnaîtra bien vite qu'il ne s'est tramé de notre coté aucune intrigue dont l'objet aurait été d'isoler la France du reste de l'Europe. »*

L'attitude de la France vis-à-vis de la Russie est pour moi incompréhensible. Il y a eu une époque durant laquelle la France a cru que la République des soviets ne se soutiendrait pas. Alors ses gouvernements ont fait tous leurs efforts pour précipiter notre chute. Nous détestions cette politique, mais nous la comprenions, elle nous semblait logique. Aujourd'hui, la situation a changé. Est-il possible qu'il y ait encore en France des hommes qui croient à l'écroulement du pouvoir des soviets ? Le fait nouveau, voyez-vous, est là : il y a une Russie, qui est la Russie des soviets. La France devra bien l'admettre et alors un autre fait s'impose : la Russie et la France sont à l'heure actuelle les deux États continentaux les plus puissants. »

— Les plus puissants ? dis-je, comment l'entendez-vous ?

Dans le sens exact du mot, la France et la Russie n'ont-elles pas les deux armées les plus fortes ; leur rapprochement signifie l'équilibre et la paix, tandis que la continuation de cette politique d'hostilité ouverte ou cachée de la France contre la Russie, cela signifie toujours plus de désarroi et de chaos.

Je sais bien que certaines personnes disent que la France peut se payer à présent le luxe d'une politique de splendide isolement, mais d'un point de vue strictement économique une telle politique ne serait-elle pas un véritable hara-kiri ? Pour moi, je ne crois pas qu'il y ait en France d'hommes d'État qui puissent songer sérieusement à appliquer une politique de malthusianisme économique. En tout cas, de notre côté

et quoi qu'il arrive, nous ne cesserons pas de répéter que la Russie officielle désire ce rapprochement avec la France et qu'elle le considère du point de vue russe comme nécessaire.

Cependant, nous ne nous faisons pas d'illusions, nous savons qu'à Gênes la France nous a été constamment hostile. Quoique sa signature ne figure pas au bas du mémorandum auquel nous répondrons demain, on peut dire que les neuf dixièmes de ce mémorandum sont d'inspiration française, particulièrement le paragraphe 7 qui, sous prétexte de restitutions, vise une véritable restauration du régime capitaliste en Russie.

Eh bien ! nous allons nous défendre, mais nous n'oublierons jamais que le rapprochement de tous les peuples entre eux, en général, et que le rapprochement de notre peuple et du vôtre, en particulier, sont et doivent rester les objectifs permanents de la politique de la Russie soviétique ouvrière et paysanne. »

Rakovsky expose le point de vue de la délégation russe

L'Humanité, 10 mai 1922, p. 3.

Gênes, le 9 mai. (Par téléphone, de notre envoyé spécial). Le camarade Rakovsky m'a fait ce soir les déclarations suivantes au sujet de la réponse que la délégation russe remettra demain aux Alliés.

« La communication d'après laquelle l'agence suisse publierait le texte de la réponse est absolument fausse. Notre réponse sera examinée ce soir définitivement à la réunion de la délégation russe et ne sera communiquée que demain. »

À propos de la déclaration de Barthou aux journalistes anglais et américains : « *Les Russes doivent répondre par oui ou par non* », Rakovsky m'a déclaré :

« Je ne comprends pas cette exigence qui nous est présentée comme à des généraux vaincus sur le champ de bataille. Nous sommes venus ici pour discuter des questions matérielles considérables qui détermineront les conditions de vie des ouvriers et des paysans russes pendant des dizaines d'années et de pressantes questions de droit qui touchent à la base de l'organisation sociale et politique de la Russie. Il ne s'agit pas d'admettre telle ou telle idée préconçue et de trouver la ligne moyenne de conciliation.

Dans les clauses que contient le mémorandum du 2 mai qui, comme vous le savez, est un ouvrage assez volumineux élaboré pendant une dizaine de jours, il y a des choses à prendre et à laisser. La clause 7 est celle autour de laquelle tourne encore une grande discussion. Elle a été examinée dans tous ses détails et sous tous ses aspects avec la plus grande bonne volonté pour trouver une terrain pratique d'entente. »

Comme je pose à Rakovsky la question de savoir si un accord est possible, il me répond :

« Si les Alliés abordent le problème, non pas d'un point de vue politique et doctrinal, mais d'un point de vue pratique, on peut toujours trouver le moyen de s'entendre. Il ne faut pas chercher à dresser une machination politique contre le pouvoir soviétique ; il faut que l'on respecte ses droits, ses institutions et ses mœurs.

« Évidemment, nous ne pouvons pas faire de concession politique qui menacerait les institutions particulières de l'État russe. Ces concessions prépareraient une restauration. Sous ce rapport-là, nous sommes absolument intransigeants. »

Je demande à Rakovsky si M. Facta a répondu à la lettre par laquelle Tchitchérine demandait si la France et la Belgique avaient signé le mémorandum.

« *M. Facta a effectivement répondu en informant que la France et la Belgique n'ont pas signé.* »

De ce fait, je lui pose une nouvelle question :

— Est-ce que la Russie a l'intention, l'accord établi, entre les Alliés et elle, de faire des concessions particulières aux États qui n'auraient pas participé à la rédaction du mémorandum ?

Rakovsky me répond catégoriquement :

« *Ceci est exclu* »

La réponse russe au Mémorandum

Le Temps, 11 mai 1922, p. 4.

Gênes, 10 mai, 1 heure. (Dépêches de nos envoyés spéciaux). Une note officielle de la délégation bolcheviste annonce que le texte complet de la réponse russe ne sera rendu publique qu'à cinq heures cet après-midi. Cette réponse, formée de 20 pages dactylographiées, sera précédée d'une lettre de M. Tchitchérine affirmant que la réponse est basée sur les principes de Cannes, tandis que les alliés, au contraire, se sont éloignés de ces derniers, ainsi que des délibérations de Londres. M. Tchitchérine constate ensuite avec regret que deux puissances particulièrement intéressées à la solution du problème (France et Brique) n'ont pas signé le mémorandum.

La réponse examine ensuite les 13 articles du mémorandum et déclare que le premier, concernant la propagande politique et territoriale et la question de la paix en Orient, n'est pas acceptable pour le gouvernement des Soviets.

En ce qui concerne les articles 2, 3 et 4, relatifs aux dettes d'avant-guerre, la réponse admet le principe de la reconnaissance des dettes, mais observe que la Russie ne pourra pas s'engager à rembourser ces dettes si les Puissances ne procurent pas à la République des Soviets les crédits nécessaires, non seulement ceux indispensables pour ses exportations commerciales et pour la reconstitution de ses industries, mais aussi des crédits accordés d'État à État.

En ce qui concerne l'article 5, relatif au remboursement des petites dettes, la Russie déclare qu'elle considère comme une obligation d'honneur le paiement de ces dettes. Cependant, elle a aussi besoin de crédit pour faire face à ses obligations sur ce point.

Quant à l'article 7, concernant la restitution des propriétés privées, la réponse fait l'historique de la nationalisation et de la confiscation des biens durant la révolution russe et rappelle que, pendant la Révolution française, les propriétés privées furent aussi réquisitionnées. Bien qu'on ait alors proclamé le principe de l'indemnisation, la Restauration ne reconnut jamais ce principe, et ne paya jamais les indemnités promises aux propriétaires des biens confisqués. La délégation propose le renvoi de la discussion sur l'article 7 à une commission d'experts, qu'on laisse ainsi en suspens les problèmes posés par l'article 7, et qu'on passe à la discussion sur les autres points du mémorandum.

Voici les déclarations qu'a faites cette nuit M. Rakovsky devant un groupe de journalistes :

« Notre réponse sera fixée définitivement ce matin, dans une réunion plénière de notre délégation, à l'hôtel Impérial. Elle est d'ailleurs déjà prête et personne en dehors de nos délégués n'a pu en prendre connaissance. Elle contiendra l'examen détaillé du préambule et de toutes les clauses du mémorandum et illustrera les diverses étapes par lesquelles ont passé jusqu'à présent les tractations. »

Sur la question de savoir si la réponse serait oui ou non, aux propositions du mémorandum, M. Rakovsky a répondu :

« Je ne comprends pas ce que, dans les conditions actuelles, signifie répondre « oui » ou « non ». Habituellement, cette alternative que l'on voudrait nous imposer se présente sur les champs de bataille pour les généraux vaincus. Nous sommes venus pour discuter ici des questions matérielles importantes, dont la solution pèsera sur les ouvriers et les paysans russes pendant un laps de temps assez long, et pour résoudre aussi d'importants problèmes du crédit qui concernent la base même de l'organisation politique et économique de la Russie.

Il ne s'agit pas de prendre telle ou telle autre idée préconçue, mais de trouver une ligne médiane qui puisse concilier les intérêts russes avec ceux des autres pays. Dans toutes les clauses que le mémorandum du 2 mai contient et qui constituent en somme un ensemble assez volumineux élaboré pendant 10 jours de discussion, il y a des choses à prendre et à laisser. »

Sur l'article 7, M. Rakovsky a ajouté que c'était certainement celui autour duquel se sont déroulées les plus graves discussions. « *Il a été examiné, a-t-il dit, dans toutes ses particularités, sous tous ses aspects et avec la meilleure volonté de trouver un terrain pratique d'entente. Si on veut étudier le problème, non pas du point de vue doctrinal, mais du point de vue pratique, nous pourrons nous accorder avec la France et la Belgique.*

Il ne faut pas chercher à faire de la conférence de Gênes une machine politique contre les Soviets. Toutes les institutions et les coutumes de notre régime doivent être respectées. Nous ne pouvons évidemment faire de concessions qui menaceraient l'État ouvrier et qui, à travers la restitution de la propriété privée, prépareraient la restauration de l'ancien régime. À cet égard ; nous serons absolument intransigeants. »

Les commentaires édifiants de M. Rakovsky

Le Petit Journal, 12 mai 1922, p. 3.

Gênes, 11 Mai. – La journée s'est passée dans l'attente et la recherche du texte complet, du fameux texte de la réponse russe. C'était en réalité une course de vitesse entre ces demoiselles dactylos françaises, japonaises, anglaises, italiennes et autres, chargées de taper le document. Nous faisions la navette entre les différentes délégations ; enfin, la note, qui devait décider de notre sort, abréger ou prolonger notre séjour à Gênes, nous fut distribuée par les Japonaises qui gagnèrent ainsi la course en même temps que notre gratitude. La bombe tant attendue avait enfin éclaté. Mais je mentirais en disant qu'elle a fait beaucoup de bruit à Gênes. Les Anglais et Italiens disent : « *On verra, il y a dans la note russe des choses bonnes et des choses mauvaises.* » Quant à la délégation française, elle ne dit rien du tout.

Seuls, les Russes paraissent entièrement satisfaits de leur œuvre. M. Rakovsky, ce soir, rayonnait de joie. Il nous fit un petit résumé oral du mémorandum russe qui mérite d'être retenu, car personne, sans doute, n'aura le courage de lire ce document de vingt pages bien tassées. Je détache ces quelques phrases de l'exposé de M. Rakovsky :

« Vous bataillez avec des formules creuses, des principes abstraits, tandis que la délégation russe est pour des solutions pratiques. Nous voulons vous astreindre à travailler sérieusement, un crayon à la main et non pas dans le vide.

Vous n'avez qu'une idée en tête, la propagande politique et sociale, tandis que la délégation russe a de toutes autres préoccupations.

Vous nous avez convoqués à Gênes pour nous briser politiquement, mais ce que vous n'avez pas réussi en quatre années d'interventions et de blocus, vous ne le réussirez pas en un mois à Gênes.

En un mois, vous n'avez pas su trouver une solution, nous vous l'offrons, profitez-en.

Nous nous montrons beaucoup plus généreux et conciliants que tous les autres gouvernements révolutionnaires de l'Histoire dont aucun n'avait payé ses dettes. Ni la France, ni l'Amérique, ni le Portugal. »

— C'est faux, s'écrie à ce moment, avec indignation, un confrère portugais, le Portugal a payé toutes ses dettes, même celles du roi Manoel.

« Le Portugal a payé, réplique M. Rakovsky en souriant, c'est possible après tout, d'ailleurs cela n'a aucune importance. »

Tout le monde éclate de rire. M. Rakovsky se met à rire lui aussi, et c'est ainsi que finissent les commentaires du principal délégué russe sur la réponse des Soviets.

Déclarations de Rakovsky du 11 mai 1922

Le Temps, 13 mai 1922.

M. Rakovsky, membre de la délégation des Soviets russes a commenté, jeudi soir [12 mai], longuement devant la presse étrangère, la réponse de son gouvernement au mémorandum des puissances. Il a déclaré que celui-ci « s'était proposé deux objets : 1° établir le bien fondé en droit du point de vue de la Russie ; 2° trouver une issue à la situation présente. »

Il a qualifié la négociation russe engagée à Gênes en l'appelant « *le plus grand procès civil de l'Histoire* ». Il s'est attaché à démontrer comment, aux yeux de la délégation des Soviets, le mémorandum des puissances constituait « *un recul* » par rapport à ce qu'il a nommé « *l'accord* » de la villa de Albertis ; faisant allusion sans doute aux conservations avec les alliées qui eurent lieu chez M. Lloyd George à un moment de la négociation et auxquelles les Russes furent admis pendant quarante-huit heures.

M. Rakovsky a déclaré que « *l'accord de la villa de Albertis constituait un contrat bilatéral sur lequel, par la suite, certaines puissances sont revenues. Le contrat ayant été rompu, la délégation des Soviets a repris sa liberté et les concessions qu'elle avait consenties.* »

« *Ce changement d'attitude* », a dit M. Rakovsky, « *de certaines puissances provient du fait que le débat au lieu de demeurer sur le terrain de la solution pratique, a été porté sur le terrain doctrinaire. On a voulu inaugurer à Gênes une politique de parti.* »

« *La situation présente, et plus exactement* », a dit M. Rakovsky, « *l'impasse où est acculée la conférence provient de ce que certaines puissances sont venues à Gênes pour déférer en jugement la Russie des*

Soviets, qu'elles traitaient en coupable. Or, la Russie n'est pas venue ici en pays vaincu ! On ne devrait pas nous traiter comme si nous avions à racheter un péché originel.

Néanmoins, la Russie demeure prête à respecter les intérêts des porteurs ainsi que des petits propriétaires étrangers, et aussi ceux des grands capitalistes, auxquels, la Russie des Soviets demeure prête à accorder un droit préférentiel, tout en respectant les principes du gouvernement soviétique.

Si, comme la Russie des Soviets le propose dans sa réponse, une solution est trouvée à la clause 7 concernant les biens privés par la nomination d'un comité d'experts, la délégation des Soviets est prête à examiner les problèmes politiques, qui demeurent à l'ordre du jour ou qui peuvent y être inscrits, par exemple la reconnaissance de jure de la Russie et le pacte de non-agression »

M. Rakovsky a terminé son exposé en mettant en garde contre les événements qui pourraient se produire au cas où la Russie ne signerait pas l'accord qu'on essaye de lui imposer. Il a déclaré que si l'on tentait « *une fois de plus de punir la Russie en lui infligeant l'isolement et le blocus, il s'ensuivrait une misère pire encore que celle qui existe, non seulement pour la Russie, mais encore pour l'Europe et pour le monde entier.* »

« *Quant à nous* », a-t-il déclaré, « *nous sommes prêts à souffrir encore ; nous trouverons pour supporter nos souffrances de nouvelles forces morales et physiques. L'Europe doit réfléchir à deux fois avant de nous pousser à ces extrémités.* »

Les déclarations de Rakovsky

L'Ère nouvelle, 14 mai 1922 et Journal des débats politiques et littéraires, 13 mai 1922, p. 1.

Gênes, 12 mai. – Quelle journée que celle d'hier ! Au matin, tout le monde était dans l'attente du fameux mémorandum russe. On le savait remis et on faisait plus ou moins de suppositions à son sujet. Dans l'après-midi on annonça que Rakovsky parlerait aux journalistes à 4 heures. À l'heure dite, tous sont dans la salle de l'Université, où se font d'ordinaire les communications aux journalistes anglais. L'attente est grande. Je sais déjà – inutile de citer la source, peu individuelle du reste, – que la réponse russe va quasi rompre les ponts. Mais, en général, on ne sait rien.

On attend, on attend. Enfin, quelqu'un arrive et déclare que Rakovsky ne viendra qu'à 7 heures. C'était logique, vu que le texte de la réponse russe n'était pas encore distribué, et que pour comprendre Rakovsky il fallait l'avoir présent. Mais, logique ou non le fait du retard et de la non venue du délégué russe soulève un violent murmure. Les Français, surtout, protestent avec rage. Nos compatriotes sont extrêmement nerveux. Le fait est qu'on piétine sur place depuis une semaine, et un grand soupir s'était élevé, quand quelqu'un avait fait mélancoliquement la remarque que c'était... l'« anniversaire » de la Conférence. Juste un mois...

Du côté britannique, on annonce la réponse russe – qu'on ne présente pas comme une rupture, mais comme appelant une réponse qui viendra et sera « *an effective one* », « *une réponse comme il faut !* » Qu'entend-on par cela ? M. Lloyd George est, ajoute-t-on, hors de lui !

Dans l'intervalle, j'ai rencontré un journaliste italien qui avait vu des délégués russes et qui répétait à son tour : « *Les Russes vont sauver Poincaré.* » (À noter que depuis quelques jours on dit bien moins : « *la France* », et bien plus « *Poincaré* ». Effet des différents articles des démocrates italiens ?)

A 7 heures, après la communication aux journalistes anglais, on change de salle et on va dans un plus grand amphithéâtre, pour attendre Rakovsky. On a lu le mémorandum et on le discute, sans toutefois entrer dans le détail. Bien des choses font impression.

Soudain, Rakovsky arrive. Rien de révolutionnaire, rien même de russe ; il paraît être Italien d'après son aspect. Il commence. Il va simplement commenter le mémorandum. Mais on avait annoncé un charlatan. Rien de tout cela. C'est un avocat, habile et – ce soir – éloquent et persuasif. Je ne sais ce que diront demain les autres. Ce soir, en sortant, on se murmure tout bas : « *il a raison, malheureusement, il a raison !* » tant son accusation contre l'esprit de la conférence a fait impression. Il y a beaucoup à redire, à répondre, certes, mais dire, comme diront les journaux, que la première partie ne contient presque rien est absurde.

« *Nous avons, a-t-il dit, poursuivi deux buts dans notre mémorandum ; 1° Chercher à établir le bien fondé de notre point de vue ; 2° Trouver une issue à la situation qui a été créée.*

Nous avons tâché d'analyser la question de droit. Il nous a semblé qu'il serait inadmissible, dans le grand, procès civil qui s'est déroulé devant l'histoire – car il s'agit d'argent – de ne pas chercher le droit. Quand on fait un procès, on établit d'abord le principe de droit sur lequel on s'appuie.

Or, quel principe a-ton invoqué pour les dettes de guerre et la restitution des biens privés ? Une révolution est-elle tenue à reconnaître les dettes de ses prédécesseurs ? Nous avons cherché dans l'histoire et constaté qu'aucun gouvernement n'a suivi ce principe. En 1792, la France... » (les Français font du bruit, rient et les Anglais en font autant). « D'ailleurs, continue Rakovsky, qui en a vu bien d'autres, même sans raisons révolutionnaires, d'autres États ont répudié leurs dettes.

Quant aux dégâts produits par les révolutions, ils ont toujours été assimilés au cas de force majeure. Le gouvernement tsariste a refusé de dédommager ses propres sujets des dommages subis pendant la révolution de 1905. Nous avons suivi la voie du droit révolutionnaire. »

Il parle ensuite du renversement de l'accord de la villa Albertis, argument qui est dans le mémorandum. Et il ajoute, dans un silence impressionnant :

« Si on a reculé maintenant, c'est qu'ici, à Gênes, au lieu d'examiner tout le problème russe, on a détaché du problème seulement CE QUI REGARDE LES INTÉRÊTS DU PASSÉ. On a ainsi paralysé les travaux de la conférence. La question du passé, des dettes et des intérêts a été mise en avant ; mais les autres questions, qui auraient pu être élucidées et dont on aurait préparé la solution, on s'est refusé à les examiner.

On a voulu obliger la Russie à renoncer aux lois de sa révolution. Là, on se heurte à la souveraineté du peuple. Et dans tout ceci, l'intransigeance doctrinaire n'a pas été de notre côté. Personne des nôtres n'a dit ici que nous voulions vaincre le principe de la propriété individuelle. Les autres n'ont pas fait comme nous. Certaines délégations se sont efforcées de faire prévaloir le principe de la propriété privée. À Gênes, on a cherché à faire œuvre de parti.

Si vous avez échoué, clamait-il, le verbe haut et avec une grande abondance de gestes, c'est que tout a été subordonné à des formules abstraites, à des doctrines sociales peut-être très intéressantes, mais qui n'avaient rien à faire ici. Quant à nous, nous ne permettrons pas que ce qu'on n'a pu réussir chez nous pendant quatre ans de complots fomentés avec l'or étranger, aboutisse ici en un mois. Nous n'entendons pas, comme le disent certaines délégations, payer pour notre péché originel, et il fallait traiter avec nous sur un pied d'égalité. Ni vainqueurs, ni vaincus !

Que reste-t-il de tous les pourparlers faits jusqu'ici, puisque toutes les concessions consenties à la villa Albertis ont été retirées dans le mémorandum du 2 mai ? C'était un contrat bilatéral. Maintenant nous arrivons à un statu quo ante Villa Albertis. Ceci reste un fait positif. Nous sommes toujours disposés à

considérer que les intérêts des petits porteurs de dettes doivent être placés dans une catégorie à part : La révolution russe est anticapitaliste, mais pas anti-humaine. Nous considérons que les intérêts des petits porteurs et des ex petits propriétaires sont sacrés ; quant aux gros capitalistes, tous ceux qui pourront être, en quelque manière, utiles au relèvement de la Russie, ils auront un droit préférentiel s'ils acceptent d'entrer dans de nouvelles entreprises.

Au lieu d'une formule juridique, nous offrons des solutions pratiques... Au lieu d'une œuvre pratique, on a fait une œuvre, doctrinaire. Une partie de la Conférence a eu cette idée que nous sommes des coupables et que nous devons payer pour votre péché originel. »

Quoi qu'on en dise dans certains milieux, l'impression de ce discours a été très forte.

Une déclaration de Rakovsky: l'accord avec la Russie reste possible si...

L'Humanité, 14 mai 1922, p. 2.

Gênes, 13 mai, 18h45 – (Par téléphone de notre envoyé spécial [Bernard Lecache]) Après les commentaires baroques et incompréhensibles de la presse, après les déclarations faites hier par Schanzer¹² aux journalistes, après les informations officieuses suivant lesquelles les Alliés accepteraient une partie de la réponse russe, notamment la proposition du Comité spécial des experts dont les Français voudraient voir exclus les Russes, n'était-il pas essentiel de faire entendre la voix de la délégation des Soviets, définissant la position de nos amis, précisant la réponse, remettant au point les déclarations faites, répliquant aux Alliés ? Le camarade Rakovsky, malgré sa grande fatigue, a tenu à me recevoir au nom de tous les délégués, et s'étant informé, préalablement, de la situation telle qu'elle se présentait dans les milieux de la conférence, a consenti, pour « l'Humanité », à se prêter au supplice d'une interview. C'est une obligeante victime que Rakovsky. Non seulement il n'élève pas de plainte, mais il offre des cigarettes à son bourreau, avec ce geste fin, ce sourire moqueur que ses amis lui connaissent, clignant malicieusement de l'œil quand il me voit préparer les pages blanches où je consignerai ses déclarations. Rakovsky a l'esprit vif, la parole incisive, il sait ce qu'il va dire, bien avant que je n'aie fini de poser ma question. On le plaisante souvent sur son profil de Napoléon. Il en a aussi le caractère de décision prompte, embrassant en une seconde le problème posé, l'ayant fouillé dans ses plus infimes détails, prêt à faire face à toutes les objections, même les plus invraisemblables. Tel je l'entends depuis le début de la conférence, quand il est aux prises avec les kyrielles de journalistes, tel je le trouve, chaque fois que j'ai le plaisir de le rencontrer personnellement, c'est-à-dire quotidiennement. C'est un homme redoutable. C'est un homme charmant.

Les crédits

Le président du conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine fait tout de suite une déclaration préliminaire :

« Nous avons observé, dans notre réponse, que ce qui avait rendu difficiles les travaux de la conférence, c'est qu'elle n'était pas encore pénétrée suffisamment de cette vérité que l'accord avec la Russie est possible à condition de bien comprendre ce qu'elle peut faire, et ce qu'elle ne peut pas faire.

¹² Schanzer, Carlos (1865-1953), homme d'État italien. Ministre des Postes et Télégraphes (1906-1909), président du Conseil d'État (1912). Ministre des Affaires étrangères et délégué italien à la Conférence de Gênes (1922). Adhère ensuite au régime fasciste de Mussolini.

Je commence par la question des crédits. Tout en voulant nous aider, les puissances proposent une forme d'assistance qui ne nous satisfait pas, et va même à l'encontre de nos intérêts. Elle veut accorder un crédit aux commerçants voulant faire du commerce avec la Russie. »

Rakovsky s'exclame :

« Ainsi, on veut rendre l'État russe, qui est au fond l'unique commerçant pour la Russie avec l'étranger, qui est le plus grand patron de la Russie, on veut rendre cet État dépendant des commerçants étrangers, dépendant du hasard des crédits que ceux-ci peuvent lui faire.

Au lieu d'aider l'État russe à rétablir son industrie et son commerce, lui permettant alors de faire le commerce avec l'étranger, on facilite seulement le capital privé, et par là même on cherche à décomposer, à détruire tout notre système soviétique, basé sur la production et sur un échange organisé par l'État. On nous refuse à nous ce qu'on donne aux autres pays, par exemple à l'Autriche, qui a reçu des crédits. »

Le droit international

Je rappelle à Rakovsky la déclaration de Schanzer, accusant la réponse russe d'être un document de propagande. Souriant, il répond :

« Schanzer dit lui-même que certaines puissances ont défendu les principes du droit international. Mais qu'avons-nous fait dans la première partie de la réponse, sinon discuter les principes du droit international ? Il fallait démontrer que la Russie n'est pas le premier pays ayant répudié ses dettes passées, ayant nationalisé ou séquestré des biens, et ce fait a été approuvé par les plus grands auteurs du droit international. Enfin, il fallait nous défendre de l'accusation d'avoir violé le droit. »

Redevenant grave, Rakovsky me dit :

« La réalité est que nous avons sacrifié les principes du droit à notre détriment. Nous nous sommes mis sur le terrain pratique, en disant que nous acceptions certaines obligations compatibles avec notre système social, mais à condition qu'on nous accorde une assistance réelle et directe. »

Le comité mixte des experts

Rakovsky me dit encore :

« La délégation russe est heureuse de constater que sa proposition de réunir un Comité mixte a été bien accueillie par la majorité des puissances.

Nous considérons, déclare-t-il, que la première tâche de ce comité est de s'entourer de renseignements et d'informations sur les crédits et obligations, et alors en connaissance de cause, de proposer un accord avec les gouvernements respectifs. »

J'interromps pour rappeler l'attitude de la France, voulant l'exclusion des Russes du comité :

« Nous ne comprenons pas, répond-il, qu'on cherche à nous exclure. C'est tout à fait inutile, car l'objet principal du comité est de recueillir des documents des deux côtés. Il faut abandonner les méthodes détestables de travail employées jusqu'ici et qui ont déjà suffisamment montré leur stérilité. Nous avons mis vingt jours à écrire des mémorandums, tandis qu'en trois jours, en travaillant ensemble, et en apportant chacun ses faits et ses documents, on en aurait fini. »

Je vais libérer Rakovsky, non sans qu'il me fasse une dernière déclaration :

« Nous rendons sans difficulté hommage aux puissances comme l'Italie et l'Angleterre qui se sont appliquées à arriver à un résultat pratique d'une si énorme importance, à savoir la paix rétablie dans le monde. Nous souhaitons que quelques puissances intransigeantes abandonnent leur intransigeance doctrinale et se rallient à un accord nécessaire. »

Les Soviets acceptent le plan de négociations de La Haye

The New York Herald, 16 mai 1922, p. 2.

Gênes, 15 mai. Les Russes acceptent la forme sous laquelle les Puissances adoptent la proposition russe d'une commission mixte chargée d'examiner les questions financières et économiques russes à La Haye¹³ en juin, selon une annonce faite aujourd'hui par Christian Rakovsky. La proposition implique l'abstention de toute propagande et l'acceptation du statu quo aux frontières de l'Europe de l'Est pendant les travaux de la commission, ainsi que d'autres conditions énoncées dans un procès-verbal rédigé hier dans la villa du premier ministre Lloyd George. La France et la Belgique se sont pratiquement engagées à donner leur accord si la Russie l'accepte.

Rakovsky a ajouté que la Russie donnerait son accord, avec des réserves qui, selon lui, ne posent aucune difficulté ; l'une d'elles étant que la Roumanie et la Pologne s'abstiennent également de toute propagande et s'engagent à démanteler les forces russes blanches opérant en Ukraine, avec des bases en Roumanie et en Pologne sous la direction de Savinkov et de Petlioura, soutenues, selon Rakovsky, par les gouvernements et les États-majors roumains et polonais.

Rakovsky s'est également opposé à l'engagement pris par les États représentés ici de ne conclure aucun traité avec le gouvernement soviétique pendant la durée de la conférence de La Haye. Il a déclaré que cette clause était destinée à menacer et dissuader les nations qui s'apprêtent à conclure des traités avec la Russie.

Néanmoins, la participation de la Russie à la réunion de La Haye est considérée comme certaine, la non-agression en Europe de l'Est étant *pro tempore*. Rakovsky ne voit aucun obstacle à l'occupation de la Sibérie orientale par le Japon ou à l'occupation de la Bessarabie par la Roumanie, car, dit-il, « *les Bolcheviks s'efforcent toujours de résoudre même les questions territoriales par des moyens pacifiques. C'est un principe de notre politique. Nous émettons également certaines réserves concernant les traités auxquels nous ne sommes pas liés et dont nous n'approuvons pas les termes.* »

Il se plaint également que les Russes, en tant qu'auteurs du projet de commission, n'aient pas été invités à l'exposer devant la commission politique. Il décrivit la proposition des Puissances comme impliquant deux commissions à La Haye au lieu d'une mais il ne la désavoua pas pour autant.

« *Je comprends parfaitement pourquoi ils accordent trois mois à la commission de La Haye* », poursuit Rakovsky. « *Cette méthode ne fait qu'accroître les difficultés existantes. Au contraire, une commission mixte, où les Russes et les Alliés seraient réellement associés, comme nous l'avons proposé, pourrait mieux s'en sortir. Une commission comprenant des Russes et des non-Russes, travaillant ensemble dans une atmosphère de confiance mutuelle, voilà notre proposition !* »

¹³ L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes fut finalement renvoyé à une « conférence des experts » réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais elle n'aboutit également à aucun résultat.

Nous ne pensons donc pas que ce sera un succès, mais nous irons quand même à La Haye. Nous avons toujours été prêts à discuter. Nous étions prêts à aller à l'île du Prince¹⁴, et maintenant nous sommes prêts à aller à La Haye. Mais je crains que la proposition des Puissances de créer deux commissions ne conduise à la stérilité et à l'échec. Je préviens que ce travail sera inutile. »

«Un blocus déguisé»

«J'ai entendu dire qu'ils proposeraient à la commission politique de demain de ne pas autoriser les traités séparés avec la Russie pendant que la commission de La Haye siégera. Nous déclarons que cela est absolument inacceptable pour les Bolcheviks.

Nous y voyons un nouveau blocus déguisé contre nous et une attaque directe contre les pays qui concluent des accords avec nous. Cette proposition provoquera en Russie la colère la plus vive contre La Haye, et le peuple russe y verra la poursuite de la politique des cinq dernières années. En ce qui concerne le choix de La Haye comme lieu de rencontre, nous serons heureux d'être les invités de la Hollande, mais nous ne pouvons pas oublier que la Hollande n'a aucune sorte de traité avec nous.

Nous avons demandé des crédits pour revitaliser la Russie, mais les crédits n'ont pas été accordés au gouvernement russe, mais aux marchands étrangers qui font du commerce en Russie. Nous avons demandé un crédit direct au gouvernement russe qui, dans notre système de capitalisme d'État, est une grande entreprise commerciale à laquelle incombe la grande tâche de relancer l'industrie. Le gouvernement lui-même doit avoir des crédits, sinon le travail ne peut pas être fait. Si vous accordez des crédits aux marchands étrangers et non au gouvernement, le résultat inévitable sera que l'État russe sera bientôt à la merci des marchands et des capitalistes étrangers.

On nous a accusés de faire ici de la propagande. Ce n'est pas exact. N'oubliez pas que nous sommes ici pour défendre les intérêts de 140 000 000 de paysans. On nous a accusés d'avoir exproprié les terres pour les répartir entre les paysans. Or, nous n'avons pas été les premiers à le faire. La nationalisation avait commencé il y a longtemps dans d'autres pays. Les États baltes ont exproprié en bloc les terres des barons, et les Tchèques ont confisqué les biens des Britanniques, qui ont fait appel au gouvernement britannique. Mais ce dernier a catégoriquement refusé d'intervenir. Les Roumains ont nationalisé un tiers des terres des paysans dans la Dobroudja lorsque la Roumanie a obtenu cette région de la Bulgarie.

Pourquoi la confiscation est-elle ainsi autorisée dans les pays bourgeois mais pas en Russie ? Nous ne voulions pas faire de propagande ici, mais nous devions prouver le principe selon lequel les États révolutionnaires peuvent répudier les dettes et les traités des anciens régimes, et nous l'avons prouvé abondamment en nous appuyant sur la jurisprudence américaine, anglaise, allemande et française du droit international. Si le même traitement nous est accordé qu'aux autres à La Haye, alors je pense que la commission de La Haye sera couronnée de succès. »

14 Référence à la conférence de paix avortée qui devait se tenir en janvier 1919 aux « îles des Princes » (Prinkipo), archipel turc proche du Bosphore. En janvier 1919, la Conférence de Paix de Versailles avait en effet décidé d'inviter tous les belligérants de la guerre civile russe à conclure un armistice et à envoyer des représentants à Prinkipo. Le 28 janvier, le gouvernement soviétique accepta cette proposition, ce qui ne fut pas le cas de ses opposants, enterrant ainsi cette initiative. C'est à Prinkipo que Trotsky s'installa après son expulsion d'URSS en 1929.

Déclarations de M. Rakovsky

Le Temps, 17 mai 1922, p. 1.

M. Rakovsky a reçu lundi soir les représentants de la presse étrangère pour leur faire part, suivant son expression, « des résolutions prises par la délégation des Soviets sur la foi des informations officieuses qu'elle a reçues touchant la note de la villa de Albertis » :

« Nous sommes, en effet, a dit M. Rakovsky, toujours dans l'attente d'une réponse officielle des gouvernements. Nous espérons avoir mardi communication de cette réponse, à la commission des affaires russes.

D'après ce que nous avons appris, les puissances proposeraient la nomination de deux commissions au lieu d'une seule commission mixte que nous avions proposée dans notre mémorandum. Nous sommes d'abord très surpris que tout en ayant adopté le principe de notre proposition, on ne nous ait pas demandé comment nous entendions la voir mise en application. Nous ne défendons certes pas un droit d'auteur, encore moins un droit de propriété, mais nous devons dire franchement que le choix des puissances nous inspire la plus grande défiance car, en instituant deux commissions, une pour les puissances, une autre pour les Russes, on va rééditer l'expérience de Gênes qui fut stérile et user de méthodes qui ont fait aussi leur preuve malheureuse.

Au lieu de travailler de confiance en commun, on va recommencer à prononcer des plaidoiries et des réquisitoires et à se bombarder avec des mémorandums. Une seule commission mixte où auraient été représentées les puissances et la Russie, qui se serait entourée d'informations touchant les dettes et les crédits ainsi que les biens, tout cela dans une atmosphère de confiance, aurait bien mieux répondu à nos intentions.

Néanmoins, nous irons à la Haye, comme nous serions allés naguère à Prinkipo et nous y causerons avec les représentants des autres puissances. Nous prévenons seulement nos interlocuteurs que le projet tel qu'il est adopté aujourd'hui ne peut, à notre avis, conduire qu'à une nouvelle déception.

On prête, en effet, aux puissances l'intention de conclure entre elles un engagement leur interdisant des accords politiques ou économiques séparés avec la Russie tant que dureront les travaux de la Haye. Ceci est pour nous tout à fait inacceptable. Cet engagement ne tend à rien moins qu'à rétablir un blocus camouflé de la Russie. Il constitue un acte d'hostilité contre nous et contre les puissances à la liberté desquelles elle porte atteinte. S'il était adopté, il provoquerait dans l'opinion publique russe une vive défiance à l'égard des travaux de Gênes et de la Haye. »

M. Rakovsky a fait ensuite des réserves sur le choix de la ville de la Haye comme siège des futurs travaux des commissions.

« La Hollande est parmi les pays l'un de ceux qui n'ont conclu aucune espèce d'accord avec les Soviets. D'autre part, les communications entre Moscou et la Haye sont assez difficiles. La délégation des Soviets proposera le choix d'une autre ville, Stockholm ou Riga, par exemple. »

M. Rakovsky a parlé ensuite de la réponse russe du 11 mai et des commentaires qu'elle a provoqués. Il a affirmé que la réponse russe a été d'un bout à l'autre l'œuvre exclusive de la délégation des Soviets. M. Schanzer n'y collabora en aucune manière. M. Rakovsky a ensuite répondu à M. Schanzer, qui avait publiquement exprimé sa surprise que les Soviets eussent repoussé les offres de crédits faites par les puissances :

« Nous avons toujours dit, a déclaré M. Rakovsky, que l'étendue des offres de crédits déterminerait l'étendue de nos concessions. Nous avions eu soin de bien spécifier également que ces crédits devraient

être accordés à l'État russe par les gouvernements. Or, on ne nous a offert à Gênes que des crédits pour les ressortissants des pays voulant commercer avec la Russie. Pourtant, le premier commerçant de la Russie, c'est l'État russe lui-même. C'est donc à sa disposition qu'eussent dû être mis les crédits offerts par les puissances.

Il y aurait danger même à ce que les crédits fussent accordés aux particuliers car l'État russe deviendrait la proie et serait à la merci de capitalistes individuels et l'exécution du plan de restauration de la Russie par son gouvernement serait rendue impossible. »

À propos de la trêve de non-agression proposée par les puissances signataires de la note à la Russie, M. Rakovsky a déclaré :

« Le principe d'une pareille trêve a toujours été très sympathique à la délégation des Soviets. Celle-ci pense que toutes les questions territoriales peuvent être réglées pacifiquement. La Russie est prête à liquider tous les différends territoriaux qu'elle a avec ses voisins ; elle signera donc le pacte provisoire de non-agression, sous la double réserve : 1° que sa signature réservera les questions de droit au point de vue territorial et réservera l'avenir ; 2° que les États limitrophes de la Russie consentiront à liquider les organisations contre-révolutionnaires qui existent sur leur territoire. »

Rakovsky déclare : Nous irons à La Haye, mais la procédure est déplorable

L'Humanité, 16 mai 1922, p. 3.

Gênes, le 15 mai (Par téléphone, de notre envoyé spécial).

La délégation russe s'est réunie cet après-midi et, après une longue délibération, a abouti à certaines décisions que les déclarations que nous a faites Rakovsky éclairent complètement. Rakovsky nous a déclaré :

« Nous attendons une réponse officielle, mais jusqu'à présent, ce ne sont que des renseignements officieux que nous avons reçus. Nous sommes surpris que, tout en adoptant notre proposition, on ne nous ait pas appelés à en délibérer.

Nous sommes tout à fait contraires à la proposition des deux commissions. Au lieu d'examiner la question par ses côtés pratiques, on a fait, comme je l'ai dit, le plus grand procès civil. C'est un procédé qui doit être abandonné, car il aboutit à élargir les différends qui existent déjà entre les puissances.

Mais nous avons toujours été prêts à causer, nous irons donc à La Haye. Mais nous prévenons que la voie que les Alliés entendent suivre amènera des résultats détestables.

On nous dit d'autre part que l'on va proposer à la sous-commission politique qui se réunira demain d'admettre une clause d'obligation qui interdirait aux puissances de participer à la conclusion d'accords politiques et économiques tant que durera la conférence de La Haye. Pour nous, cette proposition est absolument inacceptable : c'est un acte dirigé contre les puissances dont on veut lier la liberté.

Le peuple russe verra dans cet acte la continuation de la politique d'hostilité systématique qui dure depuis quatre ans.

Quant aux choix de la ville où se tiendra la prochaine conférence, nous nous réservons de présenter des objections. La Hollande est un des pays qui n'a pas avec nous de traité. Nous serons donc sur un territoire absolument étranger et, d'autres part, il y aura d'innombrables difficultés techniques. Nous insisterons pour que l'on choisisse une autre ville, soit Stockholm, soit Riga. »

Rakovsky a répondu sur un autre point en déclarant que le principe du pacte de non agression était sympathique à la délégation russe qui l'admettrait sous certaines réserves.

L'Information financière, économique et politique, 20 mai 1922, p. 1.

[...] Quant à M. Rakovsky, il est « très satisfait du résultat moral obtenu, car on a créé une atmosphère favorable au rapprochement des peuples ».

« Je ne crois pas que le terrain soit déjà assez préparé, – a ajouté M. Rakovsky, – pour une entente véritablement pacifiste. »

« Le premier pas est fait, et nous verrons à La Haye. L'échec de la conférence n'autorise pas un pessimisme exagéré. Au point de vue de la politique intérieure et extérieure [de la Russie des Soviets], la situation s'est améliorée. »